

# **DÉFICIT AU LONG COURS DE CULTURE DÉMOCRATIQUE**

## **LES VIOLENCES INTER-ALGÉRIENNES FATALITE OU MALADIE GUÉRISSABLE ?**

par Sadek Hadjerès

**Ce très long texte a été initialement écrit en 1994-95, pour éclairer certains prolongements tragiques de la CRISE DU PPA MTLD DE 1949, tel que l'assassinat de BENNAI OUALI.**

**Puis, avec la tragédie insoutenable des années 90, m'est encore mieux apparue la signification de ce phénomène.**

**Les enseignements des faits relatés dans ce texte ont guidé mes prises de position au cours des décennies écoulées.**

**À travers souffrances et confusions, de nombreux courants politiques algériens en ont aujourd'hui une vision plus claire, débarrassée des interprétations ethno-culturelles et subjectives qui avaient servi au siècle dernier à camoufler l'arbitraire.**

**Des publications courageuses et lucides (récemment encore *Le Rapt*, roman de Anouar Benmalek) mettent à nu les processus et enchaînements aux multiples expressions mais de même nature, qui ont eu tendance à se généraliser après l'indépendance.**

**On ne fera jamais assez pour que l'Algérie sorte enfin du cauchemar en renouant avec les aspirations démocratiques et sociales qui ont fait surgir Novembre 54 et quelques moments fastes mais fragiles de l'après indépendance.**

Pour justifier le silence sur les points noirs de notre guerre de libération, on a invoqué un souci d'apaisement. On peut très bien comprendre cette préoccupation. Mais il n'y a rien de plus dangereux que de chercher cet apaisement en perpétuant les pratiques d'étouffement qui ont

précisément mené au drame. La chape de silence instaurée à l'indépendance - qui équivalait en fait à légitimer des actes arbitraires et antinationaux - n'a pas évité le drame actuel. On pourrait même prouver qu'il l'a favorisé. Il est de toute façon vain et illusoire d'empêcher la vérité de sortir un jour ou l'autre du fonds du puits.

Mais beaucoup dépend de la façon dont on aborde notre passé. Que vise-t-on par une remontée dans le temps? Appel à la vengeance, aux règlements de compte? Sinistres réminiscences et spirale odieuse de la loi du talion, stérile revanchisme? Dénonciation et diabolisation d'hommes qu'on se met à présenter tout en noir alors que jusque là ils étaient glorifiés sans mesure? Ou tout simplement, au delà des personnes, appel à la réflexion et à la vigilance pour que des abominations semblables soient désormais jugées et traitées comme telles? Et surtout, efforts inlassables et multiformes de prévention pour empêcher qu'elles ne se reproduisent.

Mon évocation de l'assassinat de Si Ouali et de tant d'autres s'inscrit dans cette préoccupation. La vigilance de mon peuple est le seul monument capable de rendre l'hommage qu'ils méritent à ceux qui ont rêvé pour ce peuple d'un avenir démocratique et de fraternité. Un avenir que l'escalade de la violence des armes, sous des formes sournoises ou cyniquement assumées, a de plus en plus massivement et cruellement mis en danger.

## 1994

Dans son célèbre ouvrage « 1984 », George Orwell avait décrit un avenir de cauchemar vers lequel s'enfoncerait l'Humanité par les techniques de domination et de contrôle, un univers dominé par la peur, la suspicion et l'étouffement généralisé des consciences. Ce que le peuple algérien vit aujourd'hui en 1994 dépasse de très loin ces prévisions écrites pour le monde «civilisé» occidental

### **Qui oserait prétendre qu'on a atteint aujourd'hui en Algérie le fond, les limites humaines et politiques du soutenable ?**

Quand une jeune étudiante fut vitriolée vers la deuxième moitié des années 70, «du temps de Boumediène», ces actes surprirent par leur malveillance et leur cruauté, car malgré l'autoritarisme dominant, ils n'étaient pas dans les mœurs politiques courantes de l'Algérie indépendante, exception faite des manifestations inacceptables d'un terrorisme d'Etat qui avait tendance à cibler quelques figures bien connues du mouvement national, ou de la répression inadmissible contre la population ou les organisations exprimant leur mécontentement. Le «vitriolage» apparut à beaucoup comme le geste exceptionnel de quelques jeunes fanatiques dévoyés et complexés. Certaines des autorités, peu empressées d'intervenir contre des agissements qui ne paraissaient pas les menacer, n'étaient pas mécontentes de voir grandir dans les milieux baâthistes de droite ou islamistes conservateurs encore marginaux une agressivité - qu'ils encourageront d'ailleurs de plus en plus - envers la contestation «rouge».

Les communistes et les militants syndicaux, le mouvement démocratique des jeunes et des étudiants dérangeaient. On les avait réprimés durement pendant six ans après le 19 Juin 65, rien n'y avait fait. On leur avait aussi opposé en vain la «compréhension» des Soviétiques envers le régime algérien.

On avait été contraint de leur concéder un espace de contestation étroit et surveillé, ils n'en étaient pas reconnaissants. Quand en 1974 nous avons imposé que des responsables communistes connus comme Benzine et Khalfa, épuisés par neuf années de clandestinité, ou Bachir Hadj Ali après une longue détention précédée de tortures atroces, ou des ex - responsables de gauche du FLN comme Zahouane et Harbi qui ont connu eux aussi les mêmes persécutions, puissent sortir au grand jour, Boumediène tint à souligner qu'il n'était pas question de remettre en cause le parti unique. Et je dus pour cette raison à laquelle il n'était pas question de se plier, prolonger de quinze années supplémentaires jusqu'à 1989, avec quelques autres, une vie quotidienne clandestine entamée en 1965, après les sept autres années du même traitement de "pédagogie politique" (nous apprendre à vivre dans le droit chemin), infligées cette fois par les autorités coloniales qui voulaient maintenir leur régime par les armes.

Que nous reprochait-on de si grave, alors que d'une façon responsable, nous soutenions un certain nombre de mesures concrètes d'intérêt général ou à caractère social du pouvoir (d'ailleurs contestées au sein de ce pouvoir contre lui-même) ? Le crime était de ne pas nous laisser convaincre d'apporter un appui inconditionnel aux orientations autoritaires, aux fuites en avant ou au clientélisme du régime et du parti unique. Les plus hauts responsables du FLN, Kaïd Ahmed, Messâadia et d'autres cassaient du communiste. L'un d'eux, dans une assemblée restreinte semi-ouverte ne se vantait-il pas : oui, nous avons égorgé des communistes pendant la guerre, et s'il le fallait, nous le ferions encore !

La répression bête et méchante du printemps culturel amazigh de 1980 fut un autre signal d'alarme et le meurtre du jeune Amzal, étudiant berbérophone de Ben-Aknoun en 1982, fut ressenti par les gens normaux comme une limite à ne plus jamais dépasser. Mais malgré le changement d'échelle dans la comptabilité sinistre avec les centaines de jeunes fauchés par les balles en Octobre 88, la préméditation dans le crime parut avoir atteint le sommet de la monstruosité avec les 9 tués et dizaines de blessés de l'aéroport Houari Boumediène en Septembre 93. Y aura-t-il plus horrible encore, maintenant que le chiffre des tués et blessés a glissé d'une décimale avec la boucherie du commissariat central en Février 95 ? Terrible prescience (en fait l'analyse politique m'y avait préparé) : je venais d'écrire ces lignes lorsque fut annoncée l'horreur de la prison de Serkadji, en ce mois de ramadhan algérien baignant non dans la piété et la miséricorde islamique mais dans le sang et la haine du semblable.

Mais la question n'est pas arithmétique. Le seuil fatal des dégâts, illustré cyniquement par le sort fait au Président Boudiaf après tant d'autres, a été franchi depuis longtemps dans les consciences. Le signal général a été donné à partir du moment où, la lutte pour l'indépendance une fois engagée, certains - peu importe qui - ont cru licite et plus facile de résoudre les divergences d'intérêts ou de points de vue entre patriotes par la contrainte violente, là où restait encore ouverte la voie de solutions concertées et de règles communes à respecter.

Le mal de l'Algérie est héréditaire ! Ainsi s'exprimait en gros titre le quotidien algérois "Le Matin" du 13 Février 95, dans sa relation d'un entretien avec le professeur Yves Lacoste. Ce dernier n'avait pas utilisé ce terme, fortement évocateur d'une fatalité, voire d'une malédiction d'ordre génétique. Il avait souligné que certaines des racines de la crise algérienne actuelle pouvaient être recherchées dans un héritage historique de faits antérieurs, tels que la situation créée par les luttes au sommet pour le pouvoir de l'été 1962. Le glissement de sens des mots français est devenu fréquent dans la presse algérienne ces dernières années. Mais au delà des boîtes sémantiques, le terme du journaliste exprime bien à quel point le cauchemar de la crise est vécu comme une maladie maudite, ce que confirme une phrase de présentation du même article où le journaliste parle de "nécropsie" pour désigner l'analyse géopolitique du professeur Yves Lacoste.

La mort violente, compagne massive et familière des Algériens depuis un siècle et demi, a étendu encore son spectre en ce mois de Février 95. Le tout est de savoir si l'épidémie qui a éclaté depuis trois ans témoigne d'un mal incurable, si la violence est à jamais le mode de fonctionnement normal auquel est voué notre organisme socio - politique. Auquel cas, il ne reste à chacun de nos concitoyens, dans chaque camp où Dieu et la société l'ont fait naître et grandir, qu'à tuer pour ne pas subir soi-même le couteau ou la balle, la torture ou le viol. Que faire pour échapper à l'humiliation, à l'impuissance de n'avoir à choisir qu'entre les rôles de l'assassin, de la victime ou du damné de l'exil ? Quant aux rescapés de la nation délabrée, ceux qui ont appelé à l'escalade comme ceux qui auront fait le dos rond, ils pourront, tout en se faisant leur petite ou grande place pendant la prochaine accalmie provisoire, baptisée ou non de «concorde nationale» attendre la vague suivante.

Mais si l'épidémie n'était inscrite ni dans le destin ni dans nos gènes ? Si elle n'était pas le résultat d'une fatalité mais l'œuvre des humains ? Si elle était essentiellement une maladie acquise et mal soignée ? Si elle était surtout le prix sinistre payé pour un manque flagrant d'hygiène et de prévention sociales, en raison d'intérêts divers, de négligences envers l'expérience cruelle de précédentes épidémies d'envergure nationale sur lesquelles on a jeté le manteau de l'oubli, comme sur autant de maladies honteuses ?

Alors, malgré notre honte pour cette défaillance, un espoir se lèverait peut-être pour que ce haut mal, s'il ne peut être totalement évité, soit au moins atténué. Pour que si les solutions politiques idéales ou les moins mauvaises ne sont pas trouvées, que soient au moins épargnés à notre société ces accès de barbarie qui l'accompagnent, ces actes que leurs auteurs, quand ils ne les renient pas, s'évertuent à justifier par la pureté de leurs fins politiques ou par des dérapages dont la responsabilité est évidemment imputée à l'autre, à l'impur.

## **Depuis quarante ans déjà**

A bon diagnostic un minimum d'anamnèse (données sur l'histoire de la maladie) est utile. Je voudrais recouper pour le lecteur certains faits de la guerre de libération, qu'une émission télévisée réalisée par l'historien Benjamin Stora avait fait revivre il y a trois ans aux téléspectateurs algériens « parabolés ».

Mohammedi Saïd, l'ancien colonel dirigeant de la wilaya III (Grande et Petite Kabylie) y avoue de bonne grâce et sans état d'âme aucun, avoir donné en 1957 l'ordre du massacre de la population masculine de Melouza. Il en tire même une certaine fierté, justifiant cet acte par le manque de coopération ou la trahison de cette population (influencée par le MNA, mouvement nationaliste rival) envers le FLN. Ce massacre avait été l'un des rares à avoir été médiatisé à l'époque par les autorités françaises. Il avait soulevé une intense émotion, chacune des deux parties l'avait officiellement désavoué et en avait accusé l'autre.

Après l'indépendance, il n'en a pratiquement jamais été question dans l'historiographie ou la propagande officielles. Tout dans la guerre de libération avait été sacralisé, le peuple algérien pouvait avoir la conscience tranquille et tirer orgueil de tout ce qu'avaient fait en son nom les moudjahidin. Seuls, disait-on, les ennemis de la révolution et les historiens étrangers colportaient des calomnies. Quelle impudence d'ailleurs pour ces derniers, de mettre leur nez dans notre

Histoire! (on pourrait aussi bien se demander, en Algériens exigeants envers nous-mêmes: de quel espace et de quels encouragements ont bénéficié nos historiens dans notre propre pays?)

Cet impulsif et bouillant colonel aux allures de Mussolini était connu aussi pour sa nostalgie de la Wehrmacht et de la légion antibolchevique dans laquelle il s'était enrôlé et par qui, selon des sources que je n'ai pu vérifier, il aurait été infiltré en 42-43 dans la région de Tébessa, sur les arrières des troupes antifascistes qui combattaient alors contre les forces germano-italiennes retranchées en Tunisie. Le revoilà donc en cette fin des années 80, poursuivant sa propre logique, et à l'encontre de tout ce qui se disait ou se taisait jusque-là officiellement ou non, à s'exhiber fièrement en reportage télévisé comme le responsable direct d'un des épisodes malheureux de notre histoire.

On peut penser ce qu'on veut de son intelligence, mais on doit lui rendre au moins cet hommage d'avoir, sans consulter personne, rendu visible une partie de l'iceberg que d'autres préféraient garder pudiquement cachée. Il ne l'a certes pas fait pour regretter que la lutte de libération ait eu hélas des dérives malheureuses, que notre peuple devait mieux connaître pour s'en prémunir à jamais. Il l'a fait pour justifier ce qui après-guerre devenait encore plus injustifiable.

C'est malheureusement une des multiples façons dont ont été maltraités et gâchés les enseignements d'une histoire qui auraient pu être d'une richesse exceptionnelle pour nos jeunes, et leur auraient fait éprouver une répulsion salutaire pour ce genre de méthodes, sans englober toute la lutte de libération dans la même réprobation. Mais bien des sphères dirigeantes depuis 1962, étaient plus soucieuses des intérêts égoïstes en jeu et des rapports de force dans le pouvoir que de promouvoir une éducation civique. Ces milieux avaient besoin de personnages de service, qui jouissaient encore d'une certaine influence dans les milieux conservateurs, pour colmater les brèches de leur représentativité et faire pièce à la contestation, qu'elle vienne de Kabylie ou d'autres régions.

Fort de cet atout, ou de cette "rente", notre colonel a donc sévi sous Benbella comme sous Boumediène, leur apportant le soutien à double tranchant d'une idéologie rudimentaire qu'il exprimait en tonitruantes conclusions de meetings: *vive le FLN, vive l'islam, vive Dieu!* (authentique). Sous la présidence de Chadli, il finit au début des années 90 par trouver semelle à sa pointure comme supporter ardent du FIS. Dans un discours retransmis à la TV peu avant le premier tour des élections législatives de Décembre 1991, il intimidait ainsi les électeurs: *«le bulletin de vote est une amana (dépôt sacré); quiconque ne votera pas pour le FIS en sera comptable devant Dieu!»*. Pour un peu, il aurait menacé les auditeurs de refaire aux récalcitrants le coup de Melouza. Il voyait sans doute dans son nouvel engagement une continuité personnelle, un champ que lui ouvrait une autorité se réclamant du sacré, une occasion de plus d'assouvir l'insatiable soif d'écraser ses semblables qui l'avait toujours habité.

## **Déficit politique et bleuïte permanente**

Les dérives de l'époque de la guerre de libération étaient-elles seulement le fait de personnages aussi typés? Malheureusement non. C'était le résultat de faiblesses politiques qui se sont exprimées entre autres dans le peu de succès que connurent les orientations du Congrès de la Soummam relatives à la « primauté du politique sur le militaire » (une formule qui exprime maladroitement à mon avis une orientation politique juste). La jonction de rivalités d'intérêts et de guerres de chefs, sur fond de réalités sociologiques et de différenciations politiques non maîtrisées, a permis à de tels personnages et de telles pratiques d'émerger plus facilement dans les conditions du temps de guerre.

Les tragédies qui en ont découlé restent à ce jour entourées d'un profond silence officiel et officieux. On peut le regretter de la part de milieux et organismes qui disposent pourtant de moyens importants d'en reconstituer les circonstances pour faire œuvre, au moins moralement, de justice envers les victimes, sans que cela signifie vengeance envers des bourreaux. Il reste donc difficile jusqu'à présent de restituer de façon fiable les détails de ces événements malheureux. Les recoupements entre témoignages convergent néanmoins dans les grandes lignes quant à la signification de ces drames et aux enseignements qui pourraient en être tirés.

Si j'avais su à l'époque, que Stora (dont j'avais lu des publications mais que je n'avais pas rencontré) allait obtenir une interview de ce colonel Mohamedi Saïd, je lui aurais suggéré de l'interroger sur ce qu'était devenu le Dr Salah Mohand-Saïd. C'était un jeune médecin dont le dynamisme, les qualités humaines, l'ouverture d'esprit scientifique et politique donnaient chaud au cœur et lui attiraient la sympathie même d'adversaires politiques. Militant encore à l'AEMAN, il était impatient de rejoindre un maquis, bien avant que les étudiants ne décident massivement de désertir l'université pour s'engager dans le combat armé. Sachant les problèmes que rencontraient souvent jusque là les communistes qui parvenaient à intégrer un maquis, je lui conseillai de patienter, car nous avions multiplié les efforts et avions l'espoir de régler bientôt globalement cette question avec des dirigeants du FLN. Il n'attendit pas, estimant qu'il avait une filière sûre. Quelques indices et témoignages m'ont laissé supposer à un moment donné qu'il pensait le faire avec l'aide d'amis (oranais?) de Ould-Hammouda Ammar, un des premiers activistes et responsables de l'O.S. (organisation paramilitaire du PPA), lui même démocrate et progressiste ardent, organiquement sur la touche à la suite des divergences de la crise dite "berbère". Salah quant à lui, était totalement étranger aux événements de la crise de 49, époque où il vivait dans le Constantinois, étant lui-même né à Batna.

Après coup, des années plus tard, j'ai appris que ce départ vers le maquis s'était fait dans des conditions troubles. Ammar Ould Hammouda paraissait satisfait d'avoir reçu des dirigeants de la wilaya III (Kabylie) une réponse positive et des assurances après sa demande de les rejoindre. Mais peu après, des émissaires du maquis, qu'il semblait connaître et qui probablement venaient de la part du colonel Ouamrane (qui s'occupait davantage de ce qui deviendra la wilaya IV, dans le Nord de l'Algérie centrale), lui conseillèrent de différer son projet et d'être prudents pour toute sollicitation en cette période. Ould Hammouda jugea ces craintes exagérées, il partit sans attendre vers ce qui se confirmera être un guet-apens.

De telles situations embrouillées, équivoques, n'étaient pas exceptionnelles dès la première année de guerre. Les recommandations que nous faisions à nos camarades impatients de rejoindre la lutte armée, afin qu'ils s'entourent du maximum de garanties quant à leur point de chute, se sont malheureusement souvent justifiées après coup. Au dernier trimestre de 55, Abdelhamid Benzine s'appêtait à rejoindre le maquis des Aurès. Tout semblait au point et j'avais procédé avec lui à l'échange des dernières consignes dans l'obscurité d'une salle de cinéma de Bab El Oued. Presque arrivé à destination, il dut y renoncer in extremis parce qu'au dernier relai prévu, celui qui, au courant de son arrivée, était venu le réceptionner était par chance un proche de Chihani Bachir. Ce dernier, sur l'appui de qui Hamid avait compté, était adjoint de Benboulaïd et un des compagnons de lutte de Hamid dans le PPA dans la deuxième moitié des années 40. Leur ami commun lui fit comprendre que ce n'était pas vraiment le moment d'y monter. Il se confirma que des rivalités aiguës déchiraient les responsables combattants des Aurès. Chihani Bachir en sera d'ailleurs victime à moins qu'il ne l'était déjà au moment où Hamid dut par miracle faire demi-tour.

Il me semble, en réfléchissant à plusieurs cas de cette nature, que l'attitude des responsables activistes dans les maquis répondait à des calculs difficiles à prévoir selon les responsables ou parfois chez le même, à des moments ou dans des situations différentes. La toile de fond politique globale était la même : méfiance envers tout ce qui pouvait paraître, à tort ou à raison, menacer le leadership du FLN, souvent confondu avec l'autorité du responsable en place. Sur ce fond commun alimentant une réelle conviction ou de simples prétextes, il pouvait y avoir la crainte de l'un d'accueillir un élément qui par son envergure politique ou sa popularité pourrait finir par lui créer des problèmes (on verra plus tard des camarades envoyés d'une zone ou d'une wilaya à une autre, comme des patates brûlantes ou des colis encombrants qu'on se dépêche de passer à l'autre). Un autre chef de maquis, au contraire, pouvait espérer utiliser les capacités et l'audience de la nouvelle recrue pour renforcer sa propre autorité. C'est ainsi que avant même les accords FLN-PCA du printemps 56, le futur colonel Dehilès (Si Sadek) accueillait dans ses rangs l'ensemble des camarades originaires de la Mitidja ou d'Alger, qui avaient constitué leurs groupes combattants dans la région de Soumâa-Bouinan (Atlas blidéen). Il estimait judicieux pour l'ALN-FLN de les intégrer pour surmonter les difficultés d'implantation créées à cette époque par les groupes

messalistes. (c'est ce que nous confirma une information que nous fit parvenir Abdelqader Choukal, journaliste à Alger républicain, lui-même devenu secrétaire de l'état major zonal).

Cela pouvait donc beaucoup dépendre de la sensibilité politique ou idéologique de ces chefs, de leur personnalité, de leurs affinités ou antipathies antérieures. Il fallait aussi compter avec la concurrence ou les conflits de prérogatives entre chefs dont l'un souhaite gagner la coopération d'un intellectuel par exemple, que l'autre souhaiterait au contraire éliminer. Je fus moi-même sollicité au milieu de 1955 de deux côtés à la fois, alors que j'étais déjà responsable des Combattants de la Libération (sans que mes interlocuteurs le sachent). Avec le recul et certains recoupements, l'une et l'autre de ces sollicitations (par Amar A-C et par Mohammed F.) pourraient correspondre au schéma ambivalent que je viens d'évoquer. Dans l'un et l'autre cas, je répondis que ma décision ne pouvait être personnelle et qu'elle dépendrait d'un accord global que nous souhaitions voir se réaliser entre le FLN et le PCA. Comme on sait, c'est l'année suivante seulement que cela se réalisa. Mohammed F. comprit très bien le sens de ma réponse et cela n'empêcha pas notre coopération avant que l'un et l'autre entrâmes en clandestinité totale. Quant à Amar A-C, il s'en retourna sans rien dire, mais j'ai eu plus tard toutes les raisons de penser à un traquenard manigancé par Krim dont il se disait l'envoyé et connu pour sa rancune tenace envers les contestataires de 1949.

Il est arrivé aussi que l'attitude équivoque et manœuvrière de responsables de l'ALN se manifeste envers des cadres politiques déjà engagés dans le militantisme FLN. Un de mes camarades (non communiste, mais engagé à fond dans la contestation de 1949) organisait avec succès l'implantation du FLN dès les premières semaines de l'insurrection dans une ville importante de l'intérieur. En contact avec Amirouche (le futur colonel), celui-ci lui demanda un jour de s'engager dans un travail avec les autorités françaises, en feignant de se rapprocher d'elles, dans l'intérêt de la cause évidemment. Flairant le piège, mon ami écarta la proposition: comment les autorités françaises feront-elles confiance à un de leurs adversaires déclarés? Il poursuivit son activité mais fut désormais doublement sur ses gardes. Bientôt menacé par la répression coloniale, il quitta sa ville et mena une action intense et fructueuse dans un autre important secteur, à un niveau élevé de responsabilité. L'avenir (les purges d'intellectuels) lui confirmeront qu'il l'avait échappé belle, du côté où il aurait souhaité n'avoir pas à se garder.

Quant au Dr Salah Mohand-Saïd, il n'eut pas cette chance. N'ayant eu de contentieux avec personne dans son passé politique, il n'était pas sur ses gardes. Le besoin pressant des combattants en soins médicaux lui paraissait d'ailleurs le meilleur des laisser-passers. Je n'ai pas pu vérifier plus tard si son départ s'était fait ou non en liaison avec celui d'amis de Ould Hammouda dont je n'ai pas retenu les noms. Il n'a plus donné de ses nouvelles à ceux auprès de qui il aurait pu le faire. Bien des années plus tard, nous avons appris que Salah avait été égorgé aussitôt après son arrivée. On n'a pas exigé de lui qu'il renonce à son appartenance organique, c'était là une formalité qui à



ses yeux n'aurait sans doute pas fait problème (c'est sur cette base d'ailleurs que seront réalisés les accords concernant l'intégration des militants du PCA à l'ALN). On a trouvé mieux, on a voulu lui faire dire qu'il renonce à ses convictions communistes. Je lui connaissais un sens de l'humour qui devenait discrètement provocant dans les moments difficiles, et je me suis demandé s'il n'avait pas répondu qu'il y aurait renoncé volontiers s'il était sûr que cela garantirait aux blessés des soins de meilleure qualité. A-t-il bien fait de refuser et de jouer sa vie avec des monstres stupides, dira-t-on ? Mais Salah, généreux, entier, aimant passionnément la vie, était capable de cela. C'est à lui que j'ai pensé au cours des années 90, lorsqu'on nous apprit que le Cheikh Bouslimani, l'un des proches ou responsables en vue du mouvement islamiste "Hamas", avait subi le même sort après son enlèvement par des groupes du G.I.A. et d'atroces tortures pour le contraindre à prononcer une fetwa rendant licite l'assassinat d'étrangers.

L'épouvantable gâchis et l'ignominie de tels actes ressortent davantage quand on sait le besoin qu'avaient alors les maquis en personnel de santé opérant sur place (en plus de ceux aidant à partir de leurs cabinets de soin). Au cours de l'été 1955, un responsable du FLN m'avait fait part avec insistance de ces besoins. Les traits du visage que j'ai comparés plus tard avec les photos publiées peu avant son assassinat, son approche politique, l'intermédiaire (Said Akli) grâce à qui ce contact avait été réalisé, me font penser aujourd'hui qu'il s'agissait de Larbi Ben Mehidi). Je lui ai organisé aussitôt une rencontre avec mon camarade et ami G. H. Des contacts ont été organisés avec plusieurs camarades médecins algérois pour l'aide dans la capitale en fournitures et soins médicaux (à la suite de cela le Dr Zemirli avec qui je travaillais en cabinet à El-Harrach organisera une infirmerie de campagne près de Bordj el bahri (ex Fort de l'Eau). D'autres ont été encouragés à aider les maquis ou les rejoindre. Parmi eux, un Européen, le Dr Counillon de l'hôpital psychiatrique de Blida (c'était un collègue de Frantz Fanon) se porta volontaire pour les Aurès, qu'il rejoignit en compagnie de Laïd Lamrani (bâtonnier de l'Ordre des avocats de Batna, très populaire parmi les paysans montagnards aurassiens qu'il organisait) et quelques autres camarades européens de Constantine, dont Georges Rafini, ancien des Brigades internationales en Espagne, condamné à mort sous Vichy et évadé, fait exceptionnel à cette époque, de la trop fameuse prison de Serkadji (Barberousse) en compagnie de Maurice Laban.

Nous eûmes de leurs nouvelles quelques mois plus tard à l'occasion de notre rencontre, Bachir Hadj-Ali et moi-même, avec les représentants de la direction du FLN au printemps 1956. Ils avaient même édité dans la région un bulletin, « *le Patriote* », pour lequel Abane Ramdane nous dit, au cours de cette rencontre, qu'il aurait préféré le titre de " *Moudjahid* ". Le Dr Counillon et ses autres compagnons furent assassinés. Cela s'est passé apparemment en l'absence de Mustapha Benboulaïd emprisonné ou après sa mort (par colis piégé français au maquis), périodes où un chaos de luttes tribales et de chefs s'était instauré, car lui même avec son ouverture et son autorité politique reconnue, acquise durant les années de maturation du mouvement national, avait souhaité la coopération de Laban et de Lamrani.

## **L'authoritarisme en guise de politique**

Le désastre ne s'est pas limité à la disparition de ces combattants, si on la compare aux milliers de victimes de l'anarchie qui s'est emparée des maquis des Aurès à partir de cette période et au gâchis, que cela constituait pour le mouvement national.

Le vrai désastre, sous-jacent à ces pertes et à bien d'autres, c'est le mal qui a ensuite rongé et continue de ronger l'Algérie, c'est l'intolérance envers la diversité d'opinion politique et de conviction idéologique dans les rangs patriotiques. Croire supprimer les jeux politiques par la suppression de la politique relève, sinon de la (fausse?) naïveté, du moins d'une absence totale de conscience du fait suivant: la seule voie qui reste alors libre, c'est le déchaînement des instincts primaires des individus et de la société, la dérégulation des relations humaines que la politique, dans son acception la plus louable, a précisément pour fonction de civiliser, « *d'assagir* » par la prise en compte des intérêts et points de vue légitimes en présence, comme le suggère le terme arabe *siyassa* qui désigne la politique.

Le type de dépolitisation ainsi mis en œuvre, sous couvert de mettre fin aux divisions de nature partisane, a ouvert chez nous la voie aux divisions, aux affrontements sur le mode de la « loi de la jungle ». Il a alimenté et tenté de légitimer les déformations militaristes comme négation du processus d'émergence de citoyens responsables et solidaires. L'intolérance politique et idéologique a frappé en fait la "bonne" politisation, la promotion d'un facteur d'efficacité combattante décisif, c'est à dire l'union consciemment assumée des acteurs d'une cause commune, qui en acceptent alors mieux et plus librement les contraintes.

On aura remarqué les résonances actuelles de tout ce qui précède. Ce qui était déjà préjudiciable aux efforts de libération, qui a même créé des tensions sanglantes, s'est fait à nouveau facteur de crise aux moments difficiles de l'édification.

On l'a mieux compris dans les périodes critiques et complexes que nous avons vécues depuis le début de cette décennie. Ceux qui ont cru faciliter le rôle national de l'armée en criant dans un mauvais calembour: "*les partis doivent partir* ", ont rendu à l'armée le même service que l'ours de la fable jetant un pavé à la face de son maître, croyant ainsi lui être utile en chassant les mouches de son visage. Il est heureux que la position officielle exprimée par les instances supérieures de cette institution, ait reconnu au moins en théorie le rôle incontournable et bénéfique de la vie politique pour le destin national. Reste évidemment que dans les faits, la reconnaissance de ce rôle par ces instances est contrecarrée par les manœuvres politiques qui ne sont pas toutes inspirées par les

intérêts stratégiques supérieurs de la nation. Il n'y a pas à s'en étonner. La "bonne" politisation n'est jamais spontanée, mais le résultat de luttes âpres dans une configuration géopolitique donnée.

Précisément à l'époque où se déroulaient les faits que je rapporte (avec beaucoup de lacunes, et pour cause!), les difficultés de l'affrontement militaire se faisaient plus grandes après la première phase d'essor de la lutte armée patriotique (jusqu'aux premiers mois de 57). Ces difficultés ont cristallisé chez nous les tendances à une dépolitisation perverse, surtout après les limites atteintes par les efforts de quelques dirigeants du FLN comme Abbane et Ben Mehidi qui visaient à rassembler plus large et à éveiller les consciences politiques à partir de motivations démocratiques et sociales. L'instauration de commissaires politiques par exemple, dans un environnement très dur de violente répression coloniale, laissera à ces derniers un rôle surtout formel, administratif et utilitaire (faire accepter les décisions des groupes armés, mise en place des Organisations Politiques et Administratives dites OPA, régler des différends dans la population etc...).

La tendance autoritariste dont j'ai décrit quelques traits négatifs (à côté des mesures qui iront au devant de l'élan et des aspirations populaires) va lourdement peser sur la population et les combattants, au moins jusqu'au tournant des manifestations de Décembre 1960. Ces dernières, coïncidant avec un fléchissement important des structures et des capacités militaires de l'ALN à l'intérieur, rééquilibreront partiellement les tendances autoritaires en réintroduisant une dimension d'initiative et d'auto-organisation populaire. Cela a constitué jusqu'à un certain point un contrepoids aux rigidités qu'imposait l'égide de nombreux cadres de l'ALN- FLN, avec leur conception à sens unique des rapports entre le *nidham* (l'organisation) et le *chaâb* (le peuple).

L'avenir, la crise de l'été 1962 en particulier, montrera que le rééquilibrage a été insuffisant et fragile. Face au besoin pressant d'un Etat fort, qu'une logique démocratique aurait mieux pris en charge si elle était davantage ancrée dans notre passé, c'est la logique des seigneurs de guerre qui l'a emporté.

## **Le gâchis**

Dans le contexte de durcissement de la guerre, Ould-Hamouda Ammar, ainsi que je le signalais plus haut, avait donc disparu après avoir rejoint le maquis. Des rumeurs inquiétantes à son sujet sont parvenues à Si Ouali (Bennäï), son ami et compagnon de lutte depuis de longues années. Il décide, à Djemâa Saharidj où il réside comme simple citoyen entouré d'un grand respect, d'aller aux nouvelles au plus direct et demande une rencontre avec Mohamedi Saïd. Il l'obtient d'autant plus rapidement et facilement que nombre des responsables régionaux du moment ont été auparavant ses compagnons ou subordonnés.

Son rôle à l'échelle nationale a aussi été important, aux années difficiles du PPA clandestin, proche de Lamine Debbaghine (dirigeant du PPA pendant le bannissement de Messali). Homme de terrain et de réflexion, il avait pesé avec d'autres responsables nationaux d'un poids déterminant pour la création de l'OS et formé une pépinière de jeunes qui en seront les activistes et responsables. Son courage physique, son bon sens et l'amour concret qu'il portait à son peuple, à ses traditions comme à l'ouverture internationale et moderne, tout cela avec son visage souriant et sa prestance, faisait naturellement dire de lui : "*dh'izem*" (c'est un lion). Chez nous, c'est la formule de l'éloge et du respect. Cela n'était pas forcément apprécié de tout le monde.

Sa franchise le plus souvent constructive et parfois rude, son attention envers la dignité des militants, son refus des complaisances, irritaient les amateurs d'intrigues et de manœuvres obliques. On le constatera à l'occasion de la crise de 1949, quand les dirigeants MTLD de l'époque, dérangés par sa façon directe de poser les problèmes ont eu vite fait de le qualifier de "séparatiste kabyle", emboîtant ainsi le pas à l'Echo d'Alger (un des quotidiens des colons) pour ne pas avoir à traiter du problème sur le fond. Au 1er Novembre 1954, il était, comme bien d'autres pionniers, retiré de responsabilités organiques mais non indifférent. Il avait insisté depuis 1950, après les arrestations massives dans les rangs de l'OS, pour mettre en veilleuse les polémiques liées aux problèmes culturels quand elles étaient de nature à avoir des retombées politiques, compte tenu de l'exploitation malsaine qu'elles pouvaient susciter dans des milieux algériens ou français. Il aidait de ses conseils les militants et combattants qui le consultaient. Selon certaines sources, il s'appêtait au moment des faits que je vais exposer, à proposer des mesures d'envergure pour développer la mobilisation et la résistance dans des conditions devenues très dures. Il aurait avancé son idée pour contrecarrer les plans de la contre-guérilla que les états-majors français étaient en train de sophisticationner et il aurait commencé à en faire part aux chefs de la wilaya. Peut-être était-ce trop exiger de leur susceptibilité que d'écouter les avis et conseils de celui qui fut leur responsable ?

Selon ce que Ouali lui-même a rapporté peu après à ses proches, sa rencontre avec *Si Nasser* (pseudonyme de Mohamedi Saïd), en présence de Krim Belkacem, fut orageuse. Son interlocuteur prenait de haut le fait qu'on lui demande des comptes sur ce qui se passait dans sa zone de commandement. Le ton a monté, jusqu'à ce que Mohamedi Saïd tendit la main pour saisir sa mitrailleuse.

*- Pose cette arme, lui dit Si Ouali, elle est faite pour autre chose, c'est pourquoi je l'ai portée longtemps avant toi pour mon propre pays.*

Si Nasser bouillait et vociférait. Krim Belkacem s'interposa, la rencontre se termina dans un flou chargé d'hostilité et de menaces voilées.

Peu de temps après, un maquisard vint trouver Si Ouali pour le prévenir d'un danger imminent.

- *On m'a donné l'ordre formel de t'exécuter. Il m'est impossible de le faire, devant Dieu et devant les hommes. Je t'en prie, prends tes précautions, absente-toi un moment.*

Si Ouali a été victime de sa témérité et n'a rien changé à ses habitudes. Deux semaines plus tard, un commando s'est présenté à son domicile. Ses hommes l'ont appelé. Il s'attendait à cette éventualité en se disant que peut-être ils auraient honte, ils n'oseraient pas. Il s'est avancé à eux calmement, les dominant probablement de ce sourire désarmant, légèrement goguenard et chargé d'une pointe d'amertume quand il avait affaire à quelque bassesse humaine. Le débat avec Si Ouali était clos, c'était si simple. Restaient les problèmes qu'il soulevait.

Quel gâchis!

Les balles coloniales n'avaient pas eu raison de lui. Au lendemain de la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai 1945 à Alger, il était venu, à notre sortie du lycée, nous informer de ce qui s'était passé. Il portait un pansement sur le front, une balle l'avait éraflé. Bien que clandestin et recherché, il n'avait pu s'empêcher d'être au premier rang de la manifestation Grande Poste-rue d'Isly, la première au grand jour après des années d'interdiction de toute revendication nationale. Un autre jour, selon le récit qu'il me fit, circulant sur ses gardes dans une ruelle de la Casbah, un des limiers de la police française, d'origine algérienne et lancé à ses trousses, se trouve nez à nez avec lui. Ouali dégaîne le premier. Le policier bégaye:

- *Si Ouali, tous musulmans, tous des frères !*

Court silence, et l'expression favorite de Ouali revient sur ses lèvres: *Imbécile !*

À demi soulagé, le policier s'entend dire:

- *Si tu es musulman, prends toujours un autre chemin que le mien!*

Recommandation qui sera suivie à la lettre.

Selon d'autres sources, il fut l'initiateur des premières actions armées de sécurité dans la capitale.

## **Loi du silence, loi de violence**

Pourquoi l'imbécillité vient-elle ainsi se nicher au creux des justes causes?

Un commandant de région a donc estimé qu'une opinion n'avait pas lieu d'être. Les pensées et les vies humaines de la région lui appartenaient à lui et non à la cause pour laquelle tout un peuple s'était levé. Plus exactement, cette cause et son commandement ne faisaient qu'un à ses yeux.

L'intérêt de la cause était que chacun se plie à son commandement. C'était la condition de la victoire. Toute contestation de la justesse de ce commandement était donc néfaste ou inspirée de sombres projets.

Était-ce là le raisonnement égaré d'un individu, une expression isolée de mégalomanie? Le phénomène est plus général, ses racines plus profondes dans la société, avec l'exacerbation qu'y apporte l'état de guerre. Sinon, comment expliquer que le phénomène s'est étendu à tout le territoire national et hors des frontières?

La cause nationale secrétait en permanence des idées, sentiments, projets, initiatives, protestations, nourries de tant de sources diverses dans la société. Comment y réagissaient de nombreux chefs de guerre alors que les approches politiques ne les avaient pas - ou si peu - imprégnés. Certains y étaient même allergiques, du fait des appréciations sommaires portées sur un mouvement politique qui avait pourtant malgré ses faiblesses, fait mûrir les conditions et les moyens humains du 1er Novembre?

Ces chefs pensent: après la poignée d'hommes en armes qui a pris l'initiative du combat militaire, le peuple dans sa majorité approuve ce combat. Or sur le terrain, nous incarnons ce combat, nous savons de quoi il retourne, nous sommes, au nom de ce peuple, seuls habilités pour tout ce qui s'y rapporte. C'est le raisonnement des hommes en armes par rapport aux civils, mais c'est aussi celui de la hiérarchie par rapport à la base des combattants. Cette position hiérarchique n'est elle pas une preuve de leur qualification? Enfin, n'est-ce pas ainsi, dans la pure tradition communautaire de notre peuple, qu'on doit se comporter face à l'ennemi, ne tolérer aucune faille dans notre solidarité naturelle, quel qu'en soit le prix?

Ce prix, Abbane Ramdane le paiera dès la fin de l'année 57 dans un refuge-traquenard de l'ALN au Maroc, où il fut "réduit au silence" par certains de ses pairs. Ils ne pouvaient tolérer son refus de s'insérer dans une logique qui allait à l'encontre de la liberté pour laquelle les différentes couches de notre peuple s'étaient soulevées. Il exprimait sans doute ses opinions dans des formes parfois maladroites et agressives. Cela mérite-t-il la peine de mort, qui plus est, prononcée et exécutée en secret par une poignée de conjurés? N'y avait-il rien d'autre à faire, pour combattre et dénoncer par les instances régulières de la révolution ce qu'on trouvait de blâmable dans ses actes et déclarations? Surtout pour quelqu'un dont, pour comble d'opacité et de cynisme politique, on a annoncé la mort comme celle d'un héros national?

Est-ce l'honorer que de n'avoir jamais rien dit d'officiel après l'indépendance sur les circonstances réelles de sa mort? Cela n'équivalait-il pas à faire de ce cas un précédent tout à fait acceptable pour les nouvelles générations? Quelles leçons en ont-elles été tirées pour la Nation par les institutions de notre république indépendante? Une fois la paix revenue, ceux qui savaient et en avaient le pouvoir, n'ont pas cherché, pour différentes raisons, à mobiliser l'opinion contre ce genre de méthodes. De sorte que la logique de réduire au silence, de "faire taire", a connu encore de beaux jours.

Même parmi ceux qui en paroles et en actes souhaitaient défendre l'idéal démocratique contre le totalitarisme, il s'en est trouvé qui ont sapé et compromis leur projet par leur conception fermée du débat. On verra des militants qui ont payé un lourd tribut à l'hégémonisme du parti unique et à celui des extrémistes islamistes, se laisser aller à réfuter les positions du secrétaire général du FLN - qu'elles soient discutables, là n'est pas la question - en lui lançant à diverses reprises et en s'en glorifiant: "*Mr Mehri, taisez-vous*". Ils ne se rendaient pas compte qu'ils justifiaient ainsi des méthodes dont ils avaient eux-mêmes été victimes. Pour rendre plus évidentes auprès des militants démocrates et de la population les supercheries qu'ils prêtaient à cet homme politique, n'était-il pas plus convaincant d'exiger: "*Mr Mehri, expliquez-vous!*", en prenant à témoin une opinion traitée comme adulte et apte à se prononcer?

Les adeptes du silence imposé ont néanmoins de plus en plus de fil à retordre. Quarante ans après le crime, la voix de Abbane se fait entendre et l'opinion a compris qu'il avait, à sa façon, montré du doigt une des gangrènes de notre société.

Mais entre-temps, peu après la mort de Abbane, la loi du silence était provisoirement parvenue à ses fins honteuses au prix de la vie des centaines de jeunes patriotes, qui les années suivantes ont subi l'épuration dans les forêts de l'Akfadou et ailleurs. Ces combattants de différentes générations militantes, faisaient certainement partie de la fleur et des espoirs de l'Algérie future, car ils étaient venus pour la plupart volontairement au combat et pas seulement poussés par la répression ou par suivisme opportuniste. Des militants de la génération de Akli Saïd, mon ami restaurateur de la rue Auber, un « self made man » à la volonté de fer et à la gentillesse sans limites, qui avait joué, bien avant et dès le 1er Novembre, un rôle important de soutien à la logistique, aux déplacements et aux soins des premiers responsables maquisards. Il avait tout fait dès les premiers jours de Novembre pour tenter de sauver la vie de Fernane Hanafi, gravement blessé par une patrouille de police à Alger dans l'ex-chemin Vauban, à Hussein-Dey, qui porte aujourd'hui son nom. Dans les premiers mois les plus difficiles où ils étaient démunis de tout, malgré le travail éreintant d'un restaurant qu'il tenait impeccablement, il allait lui-même chaque week-end en Kabylie livrer des équipements chauds et de l'argent pour lequel il me sollicitait aussi, ayant commencé mon travail de médecin praticien.

Il me versa à son tour pour la souscription du PCA au printemps 55 destinée à soutenir la campagne d'appui politique au soulèvement du FLN, que mon parti avait engagée sous couvert de participation à des élections cantonales partielles. Plus que la somme qu'il avait versée, son geste m'avait fortement réconforté. Il signifiait que les dirigeants du FLN (Abbane, Ouamrane, Benmehidi), avec qui il était en contact quasi permanent et qu'il aidait à héberger, avaient compris la signification politique de notre initiative, tout comme les militants de base du FLN encore dispersés à El-Harrach et dans la Mitidja à cette période et avec qui nous avons coopéré à cette

occasion. C'est dans son petit restaurant et probablement à son initiative qu'un responsable du FLN, très formé politiquement, était venu m'entretenir de l'utilité de constituer un réseau médical.

C'est là aussi que je lui annonçai en Juin de la même année, à sa grande joie et afin qu'il en informe sa direction, du départ imminent vers les Aurès, de Laïd Lamrani et Gerges Raffini, deux membres du Comité central du PCA, ainsi que d'un autre camarade, le Dr Counillon, collègue de Frantz Fanon à l'hôpital de Blida. Au printemps de l'année suivante, c'est chez un de ses amis français chrétiens progressistes (les époux Gautron) que se déroula notre deuxième rencontre de 1956 avec les dirigeants du FLN qui négocièrent avec nous les accords d'intégration des Combattants de la Libération dans l'ALN.

Entré moi-même en clandestinité en Décembre 55, je n'ai plus eu de ses nouvelles directes. A l'indépendance j'eus des informations partielles et contradictoires sur son itinéraire, à partir du moment où fortement soupçonné, relâché après avoir été sauvagement torturé sans avoir dit un seul mot qui l'aurait enfoncé, il gagna à son tour la montagne. Pris par mes propres contraintes, confronté au mur de silence qui entoure généralement les cas similaires, je n'ai plus eu la possibilité de vérifier auprès de personnes qui l'approchèrent, la version selon laquelle il a disparu durant les sombres épisodes de « la bleuïte » en wilaya III. Affectivement et quels que soient les faits, c'est avec la plus grande reconnaissance que j'accueillerais la moindre information sur son sort. Son frère, que je vis après l'indépendance, ne m'apprit rien de plus. Il était de ceux dont la chaude amitié, le dévouement et la droiture vous réconcilient pour de bon avec le genre humain. Mais de ceux aussi dont ces mêmes qualités les désignaient à être les victimes expiatoires de toutes les dérives obscurantistes et mesquines quelles qu'en soient les sources d'inspirations idéologiques.

Si pour les citoyens, des zones d'ombre demeurent quant aux circonstances qui ont entraîné la « disparition » d'un des leurs, dans de nombreux autres cas les faits se sont confirmés, y compris lorsque par respect envers la signification du combat libérateur, les familles ou les proches du cas concerné ont choisi de taire leur douleur et leur indignation. Parmi ces disparus autour desquels le mystère s'est dissipé, de nombreux jeunes, frais émoulus des lycées qui avaient quitté leurs études à l'appel de l'organisation étudiante. Un ancien élève des premières classes du lycée de Ben Aknoun au milieu des années quarante, que j'avais fait participer avec d'autres aux activités d'éveil national, devenu plus tard ministre dans l'Algérie indépendante, me parlait il y a quelques années de son frère cadet, élève brillant emporté comme tant d'autres dans la folie sanglante de la bleuïte.

Je ressentais en l'écoutant l'amertume des familles et mesurais combien il fallait à ces dernières beaucoup plus de cœur à l'ouvrage pour édifier la vie nouvelle qu'à celles dont l'être cher était tombé sous les balles ou les supplices de l'ennemi.

Il était peu imaginable auparavant que nous puissions en arriver là.



## **Alors, comment et pourquoi?**

Au moment où ce phénomène avait pris une dimension encore plus inquiétante que celle de « bavures » regrettables, le tonitruant Mohamed Saïd n'était plus là en wilaya III. Il exerçait ses talents de l'autre côté de la frontière algéro-tunisienne. D'autres chefs, aux réelles qualités de guerriers et de dévouement patriotique, lui avaient succédé à l'intérieur. Mais ils étaient victimes eux-mêmes de la formation politique défailante des années de crise politique. Certains d'entre eux étaient marqués par les affrontements d'avant 54 dans l'émigration ou en Algérie, qui avaient développé chez eux un esprit de revanche ou une défiance envers ce qui leur paraissait intellectuel ou politique. L'un d'entre eux, lorsqu'il se trouvait dans l'émigration, s'était laissé convaincre qu'un de ses proches parents, un des contestataires de 1949, menait en Algérie une activité hostile au parti et il en avait conçu envers lui une haine particulière. Il s'est laissé embrigader dans les commandos chargés de perturber les réunions organisées par la nouvelle direction élue de la Fédération de France du MTLD et à participé au coup de force pour l'expulser de ses locaux. De retour au pays, il n'hésitera pas à s'associer durant la guerre de libération à l'assassinat de ce parent, dont l'attitude envers les colonialistes était pourtant irréprochable.

Il est resté à de nombreux activistes formés dans cette optique un simplisme politique, un conservatisme outrancier qui, joints à dureté et à la sournoiserie des affrontements militaires propices à exacerber la méfiance, les a fait tomber dans les pièges des services spéciaux français.

Ces derniers ont réalisé un de leurs coups les plus réussis en faisant suspecter massivement les effectifs des maquis provenant des villes, et notamment les plus instruits d'entre eux, par quelques dirigeants de la wilaya III, principalement Amirouche. Les liquidations qui ont suivi n'ont jamais été démenties, mais de tout cela, bouche cousue officielle après l'indépendance.

## **Toutes les générations concernées**

Quelles sortes de mythes a-t-on voulu préserver ou forger en sacrifiant ainsi une deuxième fois ces victimes par le silence? Il est certes toujours risqué d'ouvrir la voie au déchaînement des passions et des règlements de compte si ces problèmes sont livrés au débat public à des moments inopportuns et dans des formes non appropriées. Mais comme l'a montré le déballage meurtrier de Yougoslavie, le silence contraint n'est-il pas pire, avec tout ce qu'il accumule dans les coeurs de haine prête à jaillir à la première faille? De plus, en l'absence de tout regard critique porté sur ces périodes, le désastre s'installe dans les esprits qui s'habituent à l'idée que ces formes de violence sont la rançon inévitable de tout changement, qu'on ne peut rien obtenir, pas même un emploi, un

travail, n'importe quoi auquel on a droit, sans être (ou sans avoir quelqu'un, un parent, un ami) du côté des fusils.

N'est-il donc pas possible, sans raviver des blessures et des haines, de réhabiliter la mémoire des victimes et par là même, rehausser l'honneur de la révolution patriotique? Si on ne le fait pas, on s'interrogera inévitablement: le silence n'est-il pas délibéré ? Ne s'expliquerait-il pas par la qualité de la plupart des victimes de la "bleuïte"? Un grand nombre d'entre eux étaient des jeunes instruits, lycéens, étudiants, intellectuels. Ils étaient allés vers la montagne en quête d'une liberté que le régime colonial leur refusait. Le silence sur ces épisodes tiendrait-il à la culpabilisation inconsciente ou voulue que le nationalisme populiste n'a cessé d'entretenir envers les intellectuels toutes tendances confondues, à qui on reproche de trop réfléchir et de ne pas être des inconditionnels de leurs moindres positions partisans?

Auquel cas, ceux qui avant ou après 1962 se sont réclamés des valeurs de Novembre, ont failli par leur silence à une partie de leur tâche éducative des jeunes générations. Comment s'étonner dans ces conditions que de nos jours le titre d'intellectuel, pour peu que ce dernier ait l'audace d'avancer une opinion, ait eu de nouveau une résonance maléfique? Ils sont diabolisés par les intégristes islamistes au point de devenir une cible prioritaire et symbolique des plus virulents d'entre eux. Ils sont aussi cloués au pilori dans chacun des camps qui se réclament de la démocratie et accusés globalement par ceux d'en face d'être des éradicateurs inféodés au pouvoir ou des réconciliateurs suppôts du terrorisme. N'est-il pas temps que les Algériens s'interrogent sur les raisons de cette propension malade à chercher des boucs émissaires chez ceux et celles qui croient avoir trouvé dans le savoir quelques clefs pour l'avenir? C'est un des problèmes ardu posés aujourd'hui à la conscience nationale!

Cette tâche éducative, certains secteurs de la société civile et de la sphère politique l'ont entreprise.

Des écrivains arabophones et francophones, des chercheurs, des cinéastes, des hommes de théâtre, des journalistes, ont commencé à démythifier la lutte de libération. Tout en œuvrant à se rapprocher de la véracité des faits, à échapper à la manipulation politicienne de la mémoire collective, aux tentations de l'apologie ou du dénigrement systématiques, ces pionniers s'efforcent de restituer la dimension humaine de cette guerre, avec ses grandeurs et ses faiblesses, ils tentent de la replacer dans les possibilités et les limites de son contexte général. Ils l'épurent courageusement des boursoufflures des apologistes résistants de la onzième heure, remettent en cause des schémas simplistes et des idées reçues.

Ces efforts encore faibles n'ont touché qu'une partie des gens assez instruits en arabe ou en français. Mais qui dira la perception que gardent encore des affrontements de la guerre de libération, les millions de ruraux et les couches populaires des villes, à côté de la volonté

irrépressible d'engagement qu'ils ont montrée dans la lutte? Tout Algérien pourra vous faire état, dès qu'il vous parle en confiance, d'expériences significatives qu'il a vécues ou dont il a eu des échos. J'ai recueilli moi-même des témoignages poignants de gens honnêtes, irréprochables, concernant des faits et des agissements que ma raison et mon cœur m'auraient poussé à croire impossibles s'ils n'étaient étayés par des détails irréfutables, Dans toutes leurs variantes, ces faits sont similaires sur le fond aux exemples que je donne ici, qui se sont déroulés chacun sur le territoire de l'un des trois ex-départements français de l'Algérie.

*A l'Ouest*, Mejdoub Berrahou, dirigeant paysan des monts de Tlemcen, fut contraint durant plusieurs années de la guerre à une double clandestinité. Il se protégeait non seulement des troupes de répression françaises mais aussi, en sa qualité de militant communiste, des vengeances des petits seigneurs de guerre algériens. Pourtant, dans sa région, nombre de dirigeants de l'ALN et du FLN, qu'avaient connu aussi nos camarades Benzine, Ghomri, Ahmed Inal et d'autres avaient fait preuve d'un comportement responsable et respectueux envers la population. Mais il avait le tort de veiller et inciter à ce que les djounoud et officiers tiennent compte des problèmes et préoccupations des paysans qui les accueillait, comme avaient bien su le faire certains chefs d'unités de l'ALN au cours des premières années de lutte. Il dut sa survie au soutien de la population, en particulier féminine du douar (éduquée et mobilisée déjà avant la guerre dans une organisation rurale féminine), qui organisait la solidarité matérielle, renseignait les combattants et menait au travers des familles une activité de démoralisation des supplétifs de l'armée française.

*Au centre* de l'Algérie, à Bougara (ex-Rovigo, dans la Mitidja, au pied de l'Atlas tellien), la tribu paysanne des T'nagla, perchée au dessus de Hammam-Melouane, fut décimée entre deux stratégies des forces adverses dont le dernier souci était le sort des habitants, occupants permanents du terrain? L'armée française les sommait de quitter les zones interdites pour les camps de regroupement dans la plaine, l'ALN leur enjoignait de s'accrocher à leurs terres. Perdants dans tous les cas, ces paysans n'étaient plus à l'indépendance qu'une poignée misérable sur les centaines que j'avais connus la première année de la guerre. Mon cœur se serre aujourd'hui à la lecture des communiqués de presse faisant état des exactions des GIA sur cette succession de piémonts allant d'Est en Ouest de Blida à Khemis el Khechna en passant par Bouinan, Bougara, Larbâa et Meftah. J'imagine ce que cela signifie pour ces ruraux piégés dans la logique d'une guerre sans nom et sans pitié, eux dont la grande majorité, en vivant, avait eu à peine le temps de reprendre un peu de souffle, dans cette indépendance qu'ils ont vécue comme la parenthèse du moindre mal entre deux époques infernales.

*Dans l'Est* du pays, entre Barika et Aïn Touta, je m'étais rendu après l'indépendance, en compagnie de Abdelhamid Boudiaf (oncle de « Boudi », Mohammed le président assassiné) et lui même ancien moudjahid, sur les lieux où était tombé mon frère en 1961. Engagé dans la lutte depuis la mi-55, il était vers la fin chargé avec son groupe mobile du harcèlement des premiers

convois ferroviaires de pétrole de Biskra à Bougie, qui passaient entre les premiers contreforts de l'Aurès et les monts Hodna. L'un des paysans qui l'avaient connu me confiait toute l'angoisse des siens, chaque fois qu'un officier de l'ALN, faisant halte dans leur douar ou se dirigeant vers la Tunisie, les plaçait devant un dilemme devenu leur cauchemar. Il leur demandait du tabac, alors que quiconque violait à ce moment là le boycott du tabac (même à chiquer ou à priser, trahissant moins son usager) risquait d'avoir le nez coupé ou de se voir ôter la vie. Il me dit le nom d'un de ces officiers avec qui il avait joué sa vie à pile ou face. Mon compagnon de voyage le connaissait bien, ils avaient combattu ensemble au centre du pays. Il n'avait rien d'un réactionnaire, il était plutôt un patriote " nationaliste-populiste ". Peu après l'indépendance, il nous reprochait de ne pas être assez " socialistes " pour ce qui concernait l'Algérie. (Nous avons en effet émis des réserves sur l'appellation de socialisme pour certaines mesures sociales ou les nationalisations de petits commerces par le pouvoir de Benbella; nous préférons parler de volonté d'engagement dans une voie " non capitaliste " pour l'édification du pays.)

### **Demain reste toujours à faire**

Comment réagissent aujourd'hui d'autres secteurs politiques à ce genre de problèmes? Une sensibilité plus grande se fait jour dans des médias de l'opposition qui ont dénoncé, de la même façon que pour le cas de Abbane Ramdane, les assassinats de personnalités politiques après l'indépendance (comme Krim Belkacem ou Ahmed Khider), mis sur le compte d'un terrorisme d'Etat, ainsi que d'autres pratiques du même ordre où les responsabilités n'ont pas été formellement établies dans l'assassinat de personnalités dont la plus éminente, un Chef d'Etat, le président Boudiaf appelé en urgence au chevet de la Nation.

Dans de nombreux cas cependant (comme en général à propos des Droits de l'homme), cette dénonciation paraît concerner beaucoup plus la pratique des adversaires politiques du moment, les justifications et visées qu'on leur prête. C'est beaucoup moins le phénomène en lui-même qui est dénoncé comme il le devrait l'être du point de vue d'une éthique à la fois politique et humaine, qui serait valable pour tous et exigible de toutes les parties en conflit concernées.

En fait, cette approche boiteuse d'une grande partie des médias ou des instances et des personnels politiques s'adosse à des perceptions sous-jacentes et dominantes dans la société. Ces perceptions se sont améliorées et civilisées, avec des hauts et des bas, au fil des événements du demi-siècle écoulé, mais il reste encore une marge importante par rapport à ce que tous les acteurs exigent de leurs adversaires dans l'absolu. Ces perceptions sont d'autant plus agressives, passionnelles et irrationnelles que les rivalités et les enjeux d'intérêt et de pouvoir en cause opposent des acteurs que séparent des appréciations ou pratiques différentes de la langue, de la religion, de la culture, de la nationalité ou de la citoyenneté. J'en fournirai des exemples pris dans les deux communautés

politico-culturelles qui s'affrontaient durant notre guerre de libération. Et je poursuivrai en l'illustrant par des faits vécus à la période rappelée par le documentaire de Stora. Je voudrais par là, souligner la responsabilité qui pèse dans ces conditions sur les mouvements et directions politiques qui placent leur combat sous l'égide démocratique.

Entre le cessez le feu et l'indépendance, le printemps 62 fut sanglant et agité dans les grandes villes d'Algérie. Aux certitudes de la population algérienne qui s'était exprimée clairement depuis les grandes manifestations de Décembre 60, aux pourparlers de paix bientôt couronnés de succès entre le pouvoir gaulliste et le GPRA, répondait la folie meurtrière de l'OAS, suivie par la majorité d'une population européenne prise de panique et de désespoir sur fond raciste.

Début Mai, je finissais de déménager les derniers équipements et matériaux de notre direction clandestine dans le quartier mixte (européo-musulman) du Champ de Manœuvres (aujourd'hui du 1er Mai) pour les transférer vers Léveille, un des quartiers libérés de la banlieue. Au centre d'Alger, la vie était devenue intenable, ma sécurité très fragile en dépit des papiers européens dont j'étais muni. Sur les trottoirs de la rue des Colons (aujourd'hui des Libérés), sous les arcades de la rue de Lyon (aujourd'hui Belouizdad), il me fallait parfois enjamber les corps de mes compatriotes abattus qu'aucun service public ni des personnes ne se souciait d'identifier ou d'évacuer. Un soir en entrant dans mon immeuble, à deux mètres de moi les plastiqueurs amorçaient la bombe placée devant le rideau du commerçant mozabite ; j'avais eu à peine le temps de grimper dans l'ascenseur jusqu'au 6ème pour ouvrir préventivement les fenêtres comme le faisaient chaque soir les habitants du quartier, que déjà avant d'ouvrir ma porte toutes les vitres de l'appartement avaient volé en éclats. Les membres de l'OAS vérifiaient de toutes les façons possibles la fiabilité des locataires même européens qui ne leur étaient pas connus. Dans l'ascenseur et les couloirs étaient affichées les photos de gaullistes suspects, avec de grandes croix barrant celles des "barbouzes" déjà abattus. Mon courrier était ouvert dans la boîte aux lettres (aussi s'écrivait-on à nous mêmes des lettres anodines pour donner le change). J'avais dû verser un don (contre reçu) à deux souscripteurs de l'OAS faisant le porte à porte systématique. Malgré cela la concierge pied-noir était venue me demander sournoisement si je n'étais pas parent du locataire musulman du quatrième, à qui, prétendait-elle, je ressemblais un peu, alors que mon identité de Corso-Italien, ingénieur de surcroît, était affichée lisiblement sur ma porte (elle s'excusa, confuse, de la "méprise").

De mon balcon dominant le quartier, j'observais à plusieurs reprises, impuissant de rage et de douleur, un adolescent blondinet, suivant nonchalamment une femme voilée venue faire des ménages en dépit de l'insécurité ou un homme adulte en bleu de travail contraint après bien des hésitations de venir en ville retirer son salaire malgré le danger, jetant de temps à autre autour de lui des regards inquiets. Je voyais le jeunot se rapprocher progressivement, leur tirer froidement une balle dans la nuque, courir et tourner au coin de la rue où il remettait l'arme à son complice, puis s'en aller à pas lents s'attabler au café du carrefour d'où il était parti pour reprendre sa

surveillance des passants. Le soutien de famille, gisant sur le trottoir, baignait dans une flaque de sang que contournaient les passants. Un seul jour, un groupe de femmes de ménage avait clamé pendant une demi-heure leur colère pour une de leurs collègues assassinée sous leurs yeux, avant d'être évacuées par un fourgon de police.

J'étais à la veille de quitter ce quartier qui, pendant dix huit mois, avait présenté une grande souplesse d'utilisation pour mes contacts, Mais je ne pouvais le faire avant de finir d'évacuer le peu qui restait et régler une dernière affaire, attendre le retour d'une camarade envoyée en mission extrêmement dangereuse à Oran infestée par l'OAS. Le matin du jour prévu pour mon départ, réveillé par un carrousel d'hélicoptères, je vis les issues du quartier bouclées par les blindés pour une opération de vérification générale (européens et musulmans). Je fus embarqué, trois jours durant, au camp de triage de Beni Messous, d'où je m'estimai heureux d'être sorti finalement sans dégâts et sans avoir été identifié. Car tout dans ce camp me confirmait plus que le laxisme, des complicités flagrantes avec les activistes OAS qui s'y sentaient comme poissons dans l'eau.

Durant ces trois jours, c'est là que je voulais en venir, je fus stupéfait de découvrir dans leur vie quotidienne les jeunes monstres que j'avais vus à l'œuvre, se muer quand ils étaient entre eux, en êtres humains ordinaires, cordiaux et affables. A en juger par leurs entretiens détendus, on leur aurait donné le bon Dieu sans confession, à part les grandes vantardises de quelques uns quant à leurs exploits supposés dans la riposte à l'assaut donné par les forces françaises de l'ordre au bastion des enragés ultracoloniaux de Bab El Oued. Les fiers à bras européens s'étaient remis à discuter, comme si de rien n'était, avec des artisans ou des jeunes chômeurs musulmans de leur quartier embarqués dans la même fournée alors que certains d'entre eux les auraient volontiers mis dans leur ligne de mire s'ils en avaient eu l'occasion à l'extérieur. Le blondinet tueur de quinze à seize ans que j'avais observé de mon balcon était mon voisin immédiat sur les bat-flancs de la baraque-dortoir, il me faisait confiance de quelques unes de ses préoccupations et projets de jeune tout à fait ordinaire. Moi même, libéré du camp juste avant l'heure du couvre-feu sur les hauteurs d'El-Biar et cherchant un moyen de transport, je fus invité à ma surprise par les occupants européens d'une voiture qui m'avaient pris pour un des leurs, à descendre en ville avec eux après qu'ils aient fait descendre une dame pour me faire place. En route ils me dirent qu'ils avaient un chargement d'armes qu'ils changeaient de cache, car les collègues de ceux là même qui nous avaient embarqués pour le camp venaient de les avertir d'une opération de fouille imminente dans le quartier!

Dans quelle catégorie me fallait-il classer le comportement de ce jeune " voisin " pied-noir? D'une façon générale, à côté des schémas politiques fondamentaux qui gardaient à mes yeux leur validité dans leurs grandes lignes, que pouvais-je penser des dédoublements psychologiques que je constatais dans cette catégorie de la population? *En fait, aucune société, aucun individu, aussi pacifiques soient-ils à un moment donné, n'est à l'abri des pulsions de*

*violence, y compris dans leurs formes les plus abjectes aux yeux de gens “normaux” (ou doués d’une capacité plus grande de recul), si les conditions socio-politiques venaient à favoriser cette mutation.*

J’allais en avoir une illustration peu après.

Deux jours plus tard en effet, j’étais installé dans mon nouveau quartier, en zone libérée algérienne, dans la banlieue.

Les conditions étaient complètement inversées. Avec mon ami Tayeb, retrouvé par miracle après plusieurs années de nos pérégrinations réciproques qui n’avaient rien changé à son teint, plus noiraud que bronzé, nous avons transporté mon matériel de l’ancien local. Il nous fallut pour cela traverser en trombe la zone frontière du carrefour Polignac (aujourd’hui carrefour de la rue des Fusillés) où les mitraillages au faciès restaient encore dangereux. Après l’hôpital Parnet, à l’entrée du quartier où flottait le drapeau algérien et régnait un air d’allégresse, il fallait montrer patte blanche car le service d’ordre FLN craignait des poseurs de bombe infiltrés. Un hasard heureux (qui n’était pas tout à fait un hasard) a voulu que notre siège improvisé se situe dans le même pâté de maisons que le QG du FLN. En fait les locaux appartenaient à deux cousins de la même famille qui savaient l’un et l’autre à quoi s’en tenir. Plus on allait vers la base, plus le climat politique à différents niveaux était détendu en cette année 62, loin de l’esprit de défiance qui prédominait à certains niveaux hiérarchiques, après les directives d’exclusive parfois violente des dirigeants FLN envers les communistes (à partir de fin 56).

Attendant mon tour chez le coiffeur à deux pas de là, de jeunes *fidayin* (volontaires armés) du quartier devisaient entre eux et avec les clients. Le thème du jour était la chasse aux éléments de l’OAS dont ils avaient réussi à arrêter quelques uns. Les uns étaient certainement de gros bonnets, dont les agissements étaient largement connus de la population. Il n’est pas sûr que tous les autres arrêtés aient trempé dans des actes criminels, car les plus compromis avaient certainement fui bien avant. Les jeunes racontaient le traitement, sans trop de détails mais d’un air entendu, qu’ils avaient fait subir au plus important d’entre eux, qu’ils ont exécuté. Le récit de leurs actes était insoutenable, je ne le relaterai pas ici, à quoi bon? Ces jeunes n’avaient pas l’air de hâbleurs ou de sadiques, ils s’adressaient sobrement à leurs auditeurs, comme s’ils leur rendaient compte d’un acte de justice, dû à leurs compatriotes après tant de deuils et de souffrances. A part cela, le visage et le comportement de ces jeunes qui avaient été capables d’atrocité et d’exécution sommaire avec la conscience d’un devoir accompli, était celui de garçons pacifiques, soucieux d’aller trouver du lait pour leur mère, de céder leur siège et leur tour à une personne âgée, de rendre visite au parent d’un ami hospitalisé, d’acheter des bonbons au fils de leur voisin qu’ils comblaient de sourires...

Je pense, sans en être sûr, que plusieurs d'entre eux auraient été après cela accessibles à une mise en perspective politique de leurs actes, si le contexte et l'expérience ultérieure avaient été plus favorables. J'ai connu à cette époque plusieurs fidayin qui ont adhéré au parti et, sans se renier, ont réfléchi à leur activité passée avec un sens plus aigu de la responsabilité politique. Une chose est sûre, un tel effort ne coulait pas de source. Cette scène m'a rappelé bien longtemps plus tard le récit que m'a fait Henri Alleg d'une discussion qu'il avait eue avec un jeune patriote à la prison de Serkadji (Barberousse) en 1958. C'était après qu'il avait pu faire sortir de prison le manuscrit de "La Question" où il relatait ce qu'il avait subi, avec Maurice Audin et d'autres, aux mains des parachutistes, un témoignage qui allait aboutir dans l'opinion internationale à une puissante dénonciation des méthodes utilisées par l'armée coloniale. *" A quoi sert de dénoncer la torture, lui avait dit son jeune co-détenu? Ils m'ont fait prisonnier et ils m'ont torturé au maximum. C'est normal, c'est la guerre. Si moi-même j'avais fait prisonnier un policier français ou mon tortionnaire, je l'aurais aussi torturé. Dans la guerre tu peux être blessé, emprisonné, torturé, tué. C'est pourquoi il faut être le plus fort. C'est tout... "*

### **Le nécessaire mais difficile travail politique**

Il me paraît moi aussi normal de rencontrer ce genre d'appréciation répandu de façon assez massive au niveau de la société et des individus confrontés à l'horreur des affrontements armés. Cela s'explique simplement. Leur réaction naturelle, qui peut les conduire à des abîmes de barbarie et d'inconséquences, n'a pas été complétée et corrigée par l'éclairage politique sur la finalité de leur lutte et les moyens les plus efficaces de la réaliser. La question posée est en réalité la suivante: que font en période d'affrontements armés les responsables pour contribuer à mettre en accord les moyens militaires mis en œuvre avec les finalités politiques assignées au combat et proclamées dans leurs textes de propagande ? Comment articuler ces moyens militaires avec les autres facteurs et moyens politiques nécessaires, irremplaçables pour mieux parvenir à ces objectifs?

Dans l'émission télévisée de Benjamin Stora déjà mentionnée, la réaction de Yacef Saâdi en 1991 à propos de l'affaire de Melouza est significative d'une perception socio-politique encore largement partagée. En prolongement de cette perception, dont ceux qui la portent ne sont pas toujours conscients, l'escalade actuelle de l'horreur apparaît somme toute normale, dans la logique des choses.

Yacef Saâdi confirme qu'il a donné l'ordre de faire exploser la bombe du casino de la Corniche, qui occasionna en Juin 1957 un carnage parmi les civils européens qui y venaient danser le week-end. C'était, ajoute-t-il, en représailles contre le massacre de Melouza, dont il était persuadé alors, précise-t-il pour justifier cet ordre, qu'il était l'œuvre des forces de répression françaises.



Dans quel sens faut-il comprendre cette précision ? L'état-major de la wilaya 3 avait-il laissé entendre, en un très court laps de temps, aux responsables de la zone autonome d'Alger qu'il n'était pour rien dans le massacre de Melouza ? Ne serait-ce que pour dégager sa responsabilité d'un acte qui risquait d'avoir un impact psychologique et politique négatif, dont une partie au moins d'entre eux prenaient conscience ou peut-être même qu'ils désavouaient ? Ou bien s'agissait-il du réflexe de guerre psychologique consistant à rejeter systématiquement les actes les moins avouables sur l'ennemi ?

Il semble que la décision des chefs de la zone autonome correspondait plutôt à l'état d'esprit dominant dans l'opinion algérienne. Celle-ci n'accordait plus de crédibilité aux informations de source française, y compris lorsqu'elles pouvaient présenter certains aspects plausibles. A cet état d'esprit, avaient fortement contribué les actes perpétrés par les ultra-colonialistes comme l'attentat meurtrier à la bombe de la rue de Thèbes pendant l'été 56, qui avait enseveli sous les décombres d'immeubles vétustes dans la Casbah des dizaines de victimes pendant leur sommeil, Ou encore les exactions des militaires français ou des milices pieds-noirs ( les « ratonnades » de triste mémoire ) contre la population civile en représailles d'embuscades ou d'attentats réalisés par l'ALN. Ou encore les bombardements de hameaux paysans par l'aviation, qui avaient fait dire à Ben Mehidi à qui des journalistes occidentaux reprochaient de faire exploser des bombes cachées dans des couffins: « *donnez-nous vos avions, nous vous donnerons nos couffins !* ».

En tout état de cause, la déclaration a posteriori du chef des opérations militaires de la zone autonome paraît indiquer une seule chose : quel que soit le nombre et la qualité d'informations disponibles, la seule réaction possible et efficace à un événement comme l'annonce spectaculaire par les médias français d'un événement aussi tragique était de répondre par une opération de la même nature (anti-civils).

Terrible engrenage que celui des conflits armés où sont impliquées, qu'elles l'aient voulu ou non, les populations civiles. Les passions s'y haussent quasi automatiquement au poste de commandement d'un jeu macabre! Dans ce cas, les décisions prises ne le sont pas toujours en relation avec les considérations bien pesées d'intérêt stratégique et politique. Ces intérêts ne sont pas toujours bien servis par les coups, tordus ou non, de la guerre psychologique que croient nécessaire de se mener les protagonistes pour faire plier le camp adverse en le terrorisant et le privant d'une partie de ses appuis présents ou potentiels. Il arrive souvent que la poursuite de cet objectif, qui apparaît sur le champ d'une urgence absolue ou impossible à éviter, fasse perdre de vue, les conséquences imprévues non désirées dans l'immédiat ou le plus long terme, qui se retournent contre ses initiateurs.

Les implications stratégiques et politiques de la terreur et de la contre-terreur sont, le plus souvent, mieux perçues après coup seulement, pouvant alors servir d'enseignement rétrospectif valable pour

des faits en cours ou à venir. N'a-t-on pas vu par exemple le général français Massu (et il n'est pas le seul) douter bien longtemps après, pas seulement de la moralité (chrétienne) de la torture, mais même de son efficacité opérationnelle ? Ce constat rejoint aussi un autre, à nos yeux aussi terrible. Que valent les "aveux" arrachés aux victimes de la bleuïte dans la wilaya III après avoir subi l'horrible supplice de "l'hélicoptère" (exposition au feu des victimes suspendues au dessus d'un brasier)?

Nul doute que les attentats à la bombe visant aveuglement des civils non impliqués directement dans le conflit, tels qu'ils ont été notamment pratiqués par les terroristes se réclamant de l'islamisme ces dernières années dans l'Algérie indépendante, ont fait réfléchir plus d'un citoyen sur ce genre de méthodes, quel que soit par ailleurs son positionnement sur les responsabilités politiques et la genèse de la crise actuelle.

C'est dans le contexte d'une réflexion renouvelée et critique (ou autocritique) sur certains épisodes de la guerre de libération, une fois affranchis des contraintes psychologiques et de propagande qui étaient alors partagées par l'ensemble des patriotes, que s'inscrit une mise au point adressée à Yacef Saâdi (et publiée par le quotidien El Watan) à propos de son ouvrage « La bataille d'Alger », par Jacqueline Guerroudj (condamnée à mort durant la guerre pour des actes de ce genre en même temps que Fernand Iveton qui a été exécuté en 1957). On sait que ce dernier, chargé de l'objectif qu'il avait proposé lui même, frapper la centrale de l'usine à gaz d'Alger où il travaillait, a choisi, par suite de circonstances pratiques imprévues, des modalités où il risquait sa propre vie plutôt que de mettre en danger aveuglement d'autres vies et surtout de desservir la lutte patriotique aux yeux de l'opinion algérienne et internationale. La précision, non publiée dans la deuxième édition de l'ouvrage, serait certainement pour les générations nouvelles, un élément enrichissant à ce qu'apporte Yacef Saâdi dans son récit.

C'était justement pour prendre position sur l'affaire de Melouza, fortement médiatisée par la presse française, que Bachir Hadj-Ali m'avait demandé de le rejoindre la deuxième semaine de Juin 57 au refuge qu'il occupait à Saint-Eugène (aujourd'hui Bologhine) dans la banlieue ouest d'Alger, près des "Deux Moulins", dans un cabanon surplombant la mer. Je préférais comme d'habitude éviter le boulevard du front de mer qui y menait, ainsi que les bus qui y conduisaient, trop contrôlés. Je prenais, venant de mon refuge situé alors à l'extérieur d'Alger, déguisé en pêcheur avec son attirail, le petit chemin de terre en contrebas du boulevard, en venant de la Pointe-Pescade (Raïs Hamidou) et j'empruntais pour cela le tunnel situé sous le casino de la Corniche, à deux cent ou trois cent mètres du refuge de Bachir. Je venais d'y arriver, nous commençons à nous saluer et nous enquérir de nos nouvelles mutuelles quand une formidable explosion secoua le cabanon comme si cela venait d'à côté.

Les sirènes hurlantes des ambulances, le grondement des camions de troupes opérant le bouclage du quartier, les conversations des voisins avec notre hôte sorti aux nouvelles, nous renseignèrent aussitôt. Je venais d'échapper de quelques minutes au bouclage (j'y échapperai de quelques secondes, un an plus tard, dans le quartier voisin de Pointe-Pescade). La présence à son domicile de notre hôte, qui appartenait aux "Unités territoriales", nous protégeait en principe d'une éventuelle fouille. Mais ma sortie après la réunion ferait problème. Je devrai donc prolonger mon séjour dans le refuge de mon ami et en prévenir à temps mon logeur pour qu'il ne s'inquiète pas et qu'il en avise le camarade qui devait me raccompagner au retour, à partir d'un rendez-vous convenu.

Le lendemain matin, les journaux nous apprirent qu'au nombre des tués figurait Georges M., la personne dont j'utilisais en cette période la fausse vraie carte d'identité, un jeune européen israélite, démocrate, politiquement non engagé mais favorable aux revendications algériennes. Il était allé là pour danser comme des centaines d'autres jeunes qui cherchaient un moment d'évasion à un monde devenu trop lourd. Le climat général dans la presse, dans les quartiers, chez les algériens comme chez les pieds-noirs, était à la haine et à la peur, ces deux compagnes inséparables des moments de grande tension. Le: "*Y à qu'à...*" (les tuer tous) était plus encore qu'auparavant redevenu la formule-clef commune aux désespérés des deux bords, quelques mois après les sommets d'acharnement et de cruauté qu'avait atteint la "bataille d'Alger".

Les faits commençaient pourtant à prouver l'impossibilité de cette solution imaginaire, qui avait nourri depuis longtemps le fantasme partagé des deux communautés: supprimer le problème en supprimant la cause supposée, c'est à dire tous les individus du camp opposé.

Dans notre enfance, aux moments du premier éveil d'une conscience nationale rudimentaire, nous spéculions entre nous (et des adultes le faisaient aussi) aux moments où les injustices se faisaient encore plus injustes et les humiliations plus brûlantes. Nous nous disions: sommes-nous tombés assez bas pour supporter des situations aussi absurdes? Pourtant, si chaque musulman supprimait seulement un "*gaouri*", il n'y aurait plus à souffrir. Nous étions persuadés évidemment que le même calcul était fait de l'autre côté; aussi l'important était-il d'agir par surprise, de bien être d'accord entre nous, etc. Les vieilles personnes, une fois en confiance ou en famille, nous disaient: aujourd'hui les musulmans ne savent plus « *conspirer* » (*inafqou*). Le mot et ce qu'il désignait gardaient une connotation religieuse, c'était ce qui subsistait des traditions conspiratives des confréries, pour lesquelles l'art suprême était de parvenir à garder le secret pour porter un coup décisif à l'opresseur de la religion.

Le mouvement politique était venu apporter plus de réalisme et de projets de solution civilisées, mais les faits montraient aussi que les fantasmes restaient tapis dans l'imaginaire des grandes foules comme contrepoids à leur impuissance momentanée d'apporter des solutions immédiates.

Quand je repense aujourd'hui à cela, je me dis qu'au Cambodge, en Bosnie, ou au Rwanda on n'a rien inventé, et qu'entre adeptes des solutions extrêmes dans l'Algérie déchirée de 1995, les démons de l'éradication réciproque n'avaient pas eu grand'peine à se réveiller.

## **Melouza**

Le triste et furieux décor de la scène nationale était ainsi planté en ce 12 Juin 57, où nous nous nous proposons de formuler notre position sur l'affaire de Melouza.

Je n'ai pas encore retrouvé le communiqué que nous avons diffusé à cette occasion et n'ai plus en mémoire ses termes exacts, ainsi que la lettre que Bachir Hadj Ali avait envoyée aux camarades français et qui n'excluait pas l'hypothèse que le massacre pouvait voir été une malheureuse « bavure » algérienne. Je me souviens seulement des préoccupations qui nous guidaient dans la rédaction du communiqué. Dans la forme, il nous fallait tenir compte de l'absence d'informations fiables et par conséquent envisager plusieurs cas de figure. Nous avions l'habitude des mensonges énormes de la propagande colonialiste. De plus et surtout, il fallait replacer chaque évènement dans l'écrasante responsabilité première de la puissance occupante fermée à toute solution pacifique et politique. En même temps, nous connaissions certaines tendances qui existaient dans l'encadrement de l'ALN et du FLN, nous n'avons pas exclu que la "punition collective" ait été perpétrée par des Algériens sous commandement du FLN. Il fallait aussi tenir compte du climat passionnel aggravé par les exactions colonialistes qui avaient inauguré le cycle infernal dans la capitale.

Nous n'ignorions pas non plus que dans l'hypothèse où la responsabilité d'éléments FLN était engagée, ses dirigeants auraient beaucoup de difficultés à le reconnaître et à désavouer fermement les auteurs de cet acte. L'enjeu politique pour la conduite des luttes à venir était cependant énorme. Il ne s'agissait pas de le réduire à la délivrance de certificats de bonne conduite. Nous avons donc voulu insister, plus que par le passé, sur les orientations positives qui pouvaient, en dépit des grandes difficultés à les concrétiser, donner au combat armé l'impact politique le plus favorable, autant d'un point de vue fondamental que tactique.

## **Le courage politique rejoint l'intérêt des causes justes**

La démarcation que nous opérions ainsi une fois de plus, à contre-courant des voies de la facilité, nous a souvent fait problème. Elle a été, surtout aux débuts de la guerre d'indépendance, interprétée à tort par des amis comme une réticence qui ne voulait pas s'avouer envers l'action armée, ou comme une méconnaissance des contraintes réelles du terrain. La question mérite que je l'aborde plus longuement dans d'autres publications. Il y a eu effectivement chez certains de nos camarades

dans les débuts, comme dans l'ensemble du mouvement national, des interrogations, non sur le principe de la lutte armée en général et comme dernier recours de patriotes luttant pour leur libération, mais sur l'origine, la crédibilité et les perspectives des premières actions. Cela ne remet pas en cause, à mon avis, le bien fondé des réserves qui furent exprimées à ce moment là contre certaines modalités d'actions armées qui se sont avérées politiquement préjudiciables à la cause nationale. Il est certain aussi que, dans leur expression, à la différence de ce qui se fera plus tard, certaines de ces réserves étaient énoncées dans des formules maladroitement, qui en heurtant les sensibilités dominantes, risquaient d'être interprétées comme un désaveu global. Ce fut le cas lorsque celui qu'on pouvait considérer comme le représentant du PCF auprès de la direction du PCA depuis les années quarante, André Moine, insista pour que fût reprise littéralement dans un communiqué du PCA en Novembre 1954, la phrase la plus équivoque du communiqué français, la phrase même sur laquelle Bachir Hadj Ali avait pourtant émis des réserves auprès des dirigeants du PCF lors de son passage à Paris à ce moment là.<sup>1</sup>

Avec le recul, plusieurs des arguments qui étaient avancés pour justifier des actions armées à impact politique négatif, m'apparaissent comme un équivalent symétrique ou à rebours de certaines théories militaires françaises sur la " guerre psychologique ". Ces dernières avaient été codifiées et mises en pratique dans la guerre d'Algérie, avec le succès final que l'on sait, par des officiers du corps expéditionnaire français qui avaient cru y découvrir la quintessence de leur expérience vietnamiennes. Ces théories mettaient au premier plan la dissuasion, par la terreur, des soutiens réels ou potentiels de l'adversaire et faisaient abstraction des facteurs fondamentaux qui alimentaient ce soutien. Plus généralement, cette approche viciée à sa base même et réduite au recours à des leviers techniques de contre-guérilla, est devenue partie intégrante de l'arsenal des états-majors impliqués dans des conflits de subversion et contre-subversion. D'une façon aussi générale, c'est un arsenal auquel ils recourent d'autant plus que leurs moyens de conviction et de mobilisation politique leur paraissent insuffisants.

Transposée au drame actuel de l'Algérie, cette approche s'est traduite dans la pratique, avec des motivations, des objectifs de fond et des contextes différents de ceux de la guerre de libération, par des arguments symétriques chez certains des protagonistes en armes. Parmi les groupes islamistes qui s'attaquent odieusement à des personnes qui n'ont pas de responsabilités directes dans la crise ou dans la répression de leurs activités, on prétend (en fabriquant des *fetwas* à l'appui), qu'il s'agit pour eux de grignoter, en la frappant de terreur, la base de la pyramide officielle pour que le sommet du *Taghout* s'effondre. Quant à certains officiels ou proches d'eux, ils ont eu à un moment

---

<sup>1</sup> Ce fut là une des dernières interférences négatives de la conception qui prévalait, dans le Komintern d'abord, puis dans la coordination informelle du mouvement communiste après la dissolution de la IIIème Internationale, selon laquelle les partis communistes d'Afrique du Nord faisaient partie de la « zone d'influence » du PCF. L'intervention de ce dernier était déjà parvenue en 1951 à faire basculer un vote déjà acquis du Comité central du PCA en faveur de l'abstention aux élections cantonales. Ce fut là une des raisons conjoncturelles (à côté d'autres imputables aux autres formations nationales) qui ont fait avorter le FADRL, large front récemment constitué, échec dont on ne mesure pas assez, à mon avis, les conséquences sur l'évolution ultérieure du mouvement national.

donné des formules malheureuses pour dire en substance que la « terreur » devait changer de camp. Le danger est alors dans l'amalgame qui se fait en pensée et dans la vie, entre la répression légitime d'activités terroristes dirigées contre la société et la légitimation d'un système de gouvernement par la terreur. En définitive, malgré leurs projets de société qu'ils estiment diamétralement opposés, les uns et les autres en viennent à se référer, même s'ils ne sont pas conscients de cette convergence, à une même logique: la terreur doit être maîtresse du jeu, c'est à elle de départager, réguler et configurer le champ politique.

Le glissement de fond d'un projet de société revendiquant les libertés à un autre de type autoritaire, s'opère ainsi en s'embarquant progressivement sur une même logique formelle. Le glissement risque d'être imperceptible pour ceux qui veulent faire barrage au terrorisme avec les intentions les plus démocratiques, à partir du moment où dans les faits leur pratique peut les éloigner d'un traitement qui en même temps qu'une riposte justifiée sur le terrain aux actes terroristes, privilégie les voies de règlement politique, pacifique et démocratique. Cette voie est la seule façon d'isoler plus massivement ceux qui choisissent la terreur comme moyen d'accéder au pouvoir ou de le conserver. Moyen aussi de lever et révéler les confusions entretenues par les courants hégémonistes quant aux fins antidémocratiques réelles qu'ils poursuivent, faisant penser à la population que les uns et les autres se valent, quel que soit leurs projet de société déclarés.

Politiquement, il ne s'agit de rien d'autre, que de mettre en conformité les actes avec les thèmes de propagande et les objectifs proclamés pour rallier la majorité de la population. Barrer la route à la tyrannie dans toutes ses expressions, faire cesser le chantage de la terreur sur les différents aspects de la vie sociale et politique, pour créer les conditions de la sécurité, de la paix et du mieux-être au sein de la nation. Les forces qui convaincront qu'elles œuvrent vraiment à cet objectif de fond, sont celles qui à long terme l'emporteront, ou pour le moins, elles contraindront une part importante des forces antagonistes à tenir davantage compte des droits de la personne humaine et de la dignité des citoyens.

Dire cela ne signifie pas ignorer ou minimiser les contraintes d'une contre-violence au service des libertés et droits humains fondamentaux. C'est au contraire en avoir une idée plus juste et plus réaliste. Les appels à la justice et à l'esprit des Lumières seraient malheureusement restés des vœux pieux face à la fermeture coloniale, si toute une nation, hommes et femmes, ne s'était résolue, en plus des luttes qualifiées de « politiques » proprement dites dans le langage courant, à retourner contre l'opresseur des moyens armés opposés. L'Algérie trente ans après son indépendance, aurait peut-être sombré pour un temps dans la désagrégation à l'afghane ou à la somalienne, si l'appareil d'Etat malgré ses tares bien connues et si les différentes couches sociales gravement menacées dans leurs acquis ou leurs espérances, n'avaient eu rien d'autre à opposer à l'aventurisme sanglant des fractions extrémistes de l'islamisme qu'une mobilisation politique démocratiquement orientée et motivée mais sans bouclier armé.

Précisément, la gestion de ces conflits armés en conformité avec leur finalité, ne peut ignorer les difficultés supplémentaires entraînées par la mise en œuvre d'explications et de mesures à caractère politique, des efforts parfois lourds d'inconvénients et de dangers accrus. Dans le feu de l'action, il peut souvent apparaître qu'on n'en a pas le temps ou les moyens suffisants. Il est aussi difficile d'amener des combattants à renoncer à un coup d'éclat à portée de main pour la seule raison qu'il est politiquement inopportun. Eviter la voie de la facilité, reste pourtant le prix à payer pour la qualité et l'impact politiques recherchés, sur le court terme comme sur le long terme.

Il en existe des exemples positifs dans certains apports du FLN et des communistes au combat national dans les campagnes et dans les villes durant la guerre de libération, chaque fois qu'était présent le souci de convaincre la population concernée du bien fondé de leurs actions.

Les critiques fondées envers certaines tendances ou pratiques de l'encadrement de l'ALN-FLN ne mettent pas en cause les efforts menés à l'initiative de responsables bien inspirés, par des secteurs entiers de cette organisation pour une meilleure politisation (tracts en direction de la population européenne et juive, libération de prisonniers, *modus vivendi* tacites dans certaines zones, etc.) Ces efforts étaient méritoires dans le contexte difficile où ils étaient menés. Ils se heurtaient de plus aux diversions des luttes de clans, ainsi qu'au fond encore vivace de violence rituelle dont s'imprégnait forcément le mouvement politico-militaire, en raison de son implantation dans les zones rurales les plus profondes. Naïveté de croire qu'on peut facilement en temps de guerre échapper à cette pesanteur, alors qu'il est encore banal d'entendre dans une simple dispute de gosses l'un d'eux menacer: *adh eswegh idhamen ik* (je boirai ton sang), à quoi l'autre, contraint de faire bonne mesure, rétorque: *adh etchegh aqerrou k* (je mangerai ta tête)! Tandis que la mère de l'un d'eux vient semoncer l'un ou l'autre en lui criant: *Ouallahi nedhebhek!* (Par Dieu je t'égorgerai). Même si on fait la part de la véhémence méditerranéenne, bien des paroles et comportements ne contribuent pas à l'éducation et la maîtrise des instincts primaires. Il m'est arrivé d'entendre sur une chaîne du monde arabe le sermon d'un imam qui se croyait bien inspiré et fier de son sermon quand il racontait, pour énumérer les qualités de Sidna Ali (gendre du Prophète), son combat singulier contre un fameux lutteur, jamais vaincu jusque là. Sourd même aux objurgations de son déjà illustre beau-père, le héros a relevé le défi, pourtant seulement « sportif » et non lié à des enjeux politiques ou religieux. Il a terrassé son adversaire au terme d'un furieux combat. En suite de quoi, il a purement et simplement égorgé son adversaire mis à terre, épisode raconté par l'imam avec une espèce de jubilation, qu'il voulait communicative. Glorieux thème de bravoure proposé à la méditation de nos jeunes contemporaines par des télévisions officielles.

Au-delà de ces mentalités d'un autre âge, même des armées populaires où les commissariats politiques étaient des institutions fortes, rencontrèrent dans les domaines de la formation de sérieux problèmes. On connaît la savoureuse séquence du film soviétique dans laquelle le redoutable et

populaire Tchapaev des héroïques années vingt, confronté aux plaintes des paysans, endure dans son amour propre mille souffrances avant de concéder à son commissaire politique que les paysans avaient eu raison de réclamer qu'on leur paye les poules raflées par ses soldats, eux-mêmes fils du peuple. Quand les troupes Viet-Cong, pourtant politisées et encadrées, ont pénétré à Hué lors de la fameuse offensive du Têt, les soldats surpris par cette percée et cette situation inédites se sont attaqués indistinctement à tous les représentants des autorités locales. L'événement pesa lourdement sur les rapports ultérieurs avec les populations du Sud, y compris après la chute de Saïgon, alors que les responsables avaient rapidement tiré les leçons de cette bavure.

Les organes de presse et de propagande du FLN puis du GPRA, leurs représentations politiques et diplomatiques internationales ainsi que certaines activités éducatives de l'armée des frontières, ont beaucoup contribué à améliorer le contenu politique de la lutte de libération. (Je fais néanmoins une réserve sur les interprétations et utilisations de certaines thèses de Fanon des premières années, qui ont idéalisé tous azimuts le rôle de la paysannerie et qui ont probablement conforté un manque de vigilance envers maints phénomènes négatifs). Mais ces efforts étaient dirigés surtout vers l'opinion internationale ou les cadres les plus instruits et avaient un impact insuffisant sur le terrain, vers les unités de l'ALN et les populations surtout rurales.

Les efforts engagés autour de la plate-forme du Congrès de la Soummam auraient pu ouvrir d'intéressants développements de la conscience politique et contribuer au dépassement de toutes sortes d'étroitesse. La remise en cause des travaux de ce congrès par les rivalités de prérogatives a laissé la prééminence aux pulsions désordonnées et conjointes d'étroitesse militaristes et néo-communautaristes. A peine partis de la réunion de la Soummam, un des premiers soucis de certains des chefs de guerre a été de se précipiter dans la chasse aux berbéristes, messalistes et communistes ! Les militants politisés, en particulier les communistes, n'ont pas tardé à en faire les frais en même temps que la population. Quelques semaines seulement après ce Congrès, la hiérarchie des maquis et des réseaux urbains se mettait activement à défaire ce que les accords entre le FLN et le PCA du printemps 56 avaient commencé à mettre sur pied: combattants désarmés, fausses rumeurs selon lesquelles les communistes jetaient leurs armes, officiers déplacés, dégradés, marginalisés ou envoyés à des missions suicide, tout cela au détriment de nombreuses réalisations qui avaient commencé à voir le jour et auraient davantage fructifié.

Il faudra deux à trois ans, pendant que les rivalités au sommet du FLN continuaient à s'aiguiser, pour qu'un nouveau climat politique se recrée à l'intérieur, sous l'effet de l'expérience de la base confrontée à la dureté de la guerre et à l'évolution du contexte international. De plusieurs points du territoire, nous parvinrent de plus en plus des échos intéressants (il m'arrive encore d'en avoir rétrospectivement de nouveaux sur cette époque au hasard de mes rencontres). Ces échos confirmaient une coopération multiforme, y compris politique, à nouveau grandissante et parfois



privilegiée entre militants communistes et jeunes militants FLN, à l'étonnement des premiers qui avaient été rendus prudents par les déboires et retournements passés.

## Les sources de l'espoir

Indiscutablement, cela correspondait à une maturation dans la population. Celle-là même qui débouchera sur les grandes manifestations de Décembre 1960, inattendues et relativement boudées au début par les instances dirigeantes de Tunis, pourtant très préoccupées alors par l'affaiblissement de la résistance armée à l'intérieur. Elles voyaient comme unique parade à cet affaiblissement l'internationalisation du problème algérien. Elles menaient pour cela d'intenses activités diplomatiques et de propagande visant à impliquer davantage d'Etats dans la région (notamment ceux du Maghreb) et sur la scène internationale pour les faire intervenir plus directement dans le conflit, ce qui à vrai dire était militairement peu réaliste, alors que l'étau des pressions diplomatiques se resserrait sur la France.

Pour ce qui nous concernait, nous fûmes agréablement surpris non par la survenue mais par l'ampleur de ces manifestations, qui allaient au delà de nos espoirs et suggestions. A la vérité, nous sentions depuis quelque temps cette tendance de la population à exprimer ses aspirations autrement que sous les seules formes étriquées que pratiquait le FLN et nous fondions notre activité sur le renforcement de cette tendance. Il suffisait de circuler dans les quartiers algériens, surtout dans les moments de manifestations ultras ou à l'époque des "barricades" pour ressentir ce sentiment à fleur de peau des jeunes Algériens. Dans les quartiers mixtes de la rue de Mulhouse (près du tunnel des Fac) ou en bas du bvd Mohamed V (ex bvd St Saens, par lesquelles je passais pour transmettre à Bachir au fur et à mesure les feuillets que je rédigeais pour la brochure « Notre Peuple vaincra », j'entendais des jeunes travailleurs Algériens indignés par les manifestations des ultras colonialistes qui se déroulaient impunément. Ils se disaient entre eux pendant qu'ils effectuaient des travaux de réfection de la voirie: « *Et pourquoi ne ferions nous pas comme eux? Ils tireront sur nous? Qu'est-ce qu'ils pourront faire de plus? nefad'hou houm fal kharedj (nous les démasquerons aux yeux de l'étranger!)* »

Dans cet état d'esprit, nous avons écrit l'année précédente au GPRA pour mettre l'accent sur ces dispositions politiques faiblement exploitées de la population, et nous avons rédigé durant l'automne 1960, Bachir Hadj Ali et moi-même, la brochure « Notre peuple vaincra » qui exposait notre analyse et les orientations que nous préconisions à ce stade de la guerre.

En même temps, conjointement avec le groupe des Européens "libéraux" de l'Université, qui ressentaient eux aussi cette montée de la combativité, ce refus de la passivité parmi tous ceux qui n'avaient pas la possibilité de participer directement au combat armé, nous avons organisé, le 3

Novembre 60, quelques semaines avant que n'éclatent les manifestations de Décembre, une démonstration anticolonialiste réussie entre l'Université et la Grande Poste d'Alger. Bien que réprimée, cette manifestation avait impressionné et encouragé les jeunes algérois: c'était la première fois depuis les manifestations des mineurs du Zaccar (Miliana) au printemps 55 que des civils affrontaient les mains nues (les mineurs avaient tout de même des pierres et des bâtons) les forces coloniales. Le représentant de l'UGEMA (étudiants musulmans), Bou....., touché pour participer à cette action, répondit que le FLN ne donnait pas le feu vert. L'organisateur de la manifestation, Henine Moula, étudiant en chirurgie dentaire et maître d'internat, que je rencontrais régulièrement, sera tué environ une année plus tard par des activistes de l'OAS. Mais ses camarades membres de la cellule clandestine avaient pris la relève, comme me l'indiquera Ouss. H. venu à sa place au rendez-vous convenu. Ils assureront à l'indépendance la relance démocratique du mouvement étudiant qui stupéfia certains bureaucrates du FLN tant ils avaient perdu le sens de ce qui se passait "en bas".

Toutes ces orientations, nous les développions clairement dans les publications périodiques clandestines et dans des brochures. Confortés dans nos opinions par des témoignages et des expériences multiples, nous y exprimions fortement l'importance qu'il y avait à mieux lier les aspects politiques et militaires, à se préoccuper davantage des problèmes et besoins des populations, à être à leur écoute, combattre les dépassements qui aggravaient leur situation, encourager les initiatives et les actions qui leur permettraient, à tous ceux et celles qui de toute évidence ne porteraient pas le fusil, de participer selon leur sensibilité, leurs moyens, leur créativité.

Comme indiqué plus haut, ces orientations et les suggestions concrètes correspondantes, nous les avons transmises à la direction du FLN et au GPRA dès 1959. Notre point de vue était que ces enseignements de l'expérience (telle que celle de Abdelhamid Boudiaf, ex officier de l'ALN dans la wilaya IV dont nous avons transmis la lettre) pouvaient fructifier au centuple, en appui sur la population, si elles étaient prises en mains par le FLN et l'ALN dont l'implantation et l'autorité étaient sans commune mesure avec les nôtres.

Ces lettres, nous avons eu beaucoup de difficultés à les faire parvenir, tant par des canaux intérieurs qu'extérieurs, car pour diverses raisons, les directions de ces organismes ne souhaitaient pas qu'on apprenne de tels contacts, même épistolaires.

Les premiers jours de l'indépendance, Bachir, Bouchama et moi, nous nous sommes enquis des suites qui avaient été données à cette correspondance, auprès de BenKhedda, président du GPRA, fraîchement installé au siège de l'ex-Gouvernement général français. Il nous répondit que "les autres" l'avaient laissée dans les tiroirs.

## Lendemain d'indépendance

C'était le moment où le GPRA et le groupe de Tlemcen, se disputaient le pouvoir par dessus la tête des Algériens. Ils s'efforçaient chacun de nous faire bonne figure. Nous en avons eu confirmation par l'autre délégation, conduite par Ahmed Akkache, qui entendit elle aussi le groupe Benbella-Ouzegane (ils avaient installé leur siège à Oran, avant que les unités des frontières, dirigées par l'Etat major général ne convergent sur Alger). Ils rejetaient eux aussi sur les autres « l'oubli » de ces lettres et nous assuraient de leurs bonnes intentions envers nous sans que les problèmes de fond ne soient sérieusement abordés au cours de cette entrevue.

Exaltante et triste indépendance! Tandis que jeunes gens et jeunes filles, personnes de tous âges, dans tous les modes vestimentaires, parlars, accents et coloris de l'Algérie entière, chantaient, s'interpellaient, dansaient interminablement sur le moindre espace, se massaient sur les balcons, sur tout ce qui roulait, autos, camions, transports en commun empruntés gratuitement, les épouses et les mères mêlaient leurs larmes de peine et de joie (à commencer par la mienne fière d'avoir dressé le plus haut drapeau de la cité et pleurant à chaudes larmes à la fois la joie de me retrouver et son angoisse de n'avoir eu aucune nouvelle de mon frère qui était dans les Aurès ). En grappes pathétiques, elles s'accrochaient à nous, les rescapés, dès qu'elles croyaient avoir reconnu quelqu'un de leur quartier ou qui avait connu un membre de leur famille. De leurs mains tremblantes elles tendaient les pauvres photos qui leur restaient de leurs êtres chers pour s'enquérir si nous ne les avions pas par hasard rencontrés quelque part au cours des années précédentes.

Quand la crise du FLN-ALN dépassa les bornes de l'imaginable, la foule de la Casbah et d'autres quartiers populaires envahit à nouveau les rues du centre d'Alger pour crier son angoisse et sa révolte : "*Sebâa snin, barakat!* (Sept années, ça suffit)". Ce cri d'une nation dont la liberté avait été enfantée dans mille tourments, fut repris sur toute la « Une » d' « *Alger républicain* ». C'était le seul quotidien patriotique à paraître, ressurgi des cendres coloniales et que ses lecteurs anciens et nouveaux retrouvaient avec joie. Les divers clans, trop occupés à s'arracher le pouvoir, n'avaient pas réussi à concrétiser leurs velléités d'empêcher sa reparation. Certains d'entre eux lui reprochèrent seulement d'avoir publié le programme de Tripoli (qu'ils étaient censés avoir tous adopté). Ils révélaient par là à quel point les programmes les intéressaient beaucoup moins que détenir la plus grande part de pouvoir possible.

Inquiets et souvent blessés de la façon dont s'opérait la redistribution des " biens vacants " (appartements et locaux abandonnés par les Français), nombreux pressentaient déjà que la joie indicible d'un moment allait tourner en amertume des lendemains sans solutions.

Les murs essayaient de conjurer le sort en brandissant partout le mot d'ordre de la "Zone Autonome" du FLN: "*UN SEUL HEROS, LE PEUPLE!*", en lettres énormes que la tournure des événements faisait paraître désespérées et dérisoires. Pendant ce temps, les hommes parvenus aux postes dirigeants, questionnés sur les orientations futures, laissaient clairement entendre au delà de grandes proclamations abstraites sur l'union, sur l'intérêt national et sur la nécessité d'empêcher le chaos, que c'était leurs choix, autrement dit ceux des clans et factions parvenues à s'imposer qui allaient déterminer les solutions les plus convenables pour la population et non l'inverse. Les uns et les autres ne trouvaient rien à redire à la devise: « *Par le peuple et pour le peuple* » qu'ils allaient inscrire au fronton des bâtiments et sur les en-tête des documents officiels. Et pour cause, ils se considéraient eux-mêmes comme le peuple-élu, par la grâce de sa Majesté le fusil.

Oui, "*demain reste toujours à faire*", comme titrait son récit primé pour le 25<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance Abderrahmane Chergou, ancien officier de l'ALN dans la wilaya IV, qui dans son ouvrage a conté de façon émouvante la brutale désillusion, à l'indépendance, des paysans avec qui, les dernières années de guerre, les poignées de maquisards survivants et traqués (non pas la cohorte des ralliés de la onzième heure après le cessez-le-feu) partageaient la faim, le napalm et la soif. L'une de ses grandes déceptions, Chergou la ressentira lorsque Abdelghani, deuxième (ou troisième ?) personnage de la République, après lui avoir remis solennellement le document attestant son prix littéraire, le rappelait au moment où il commençait à se retirer, comme s'il venait de commettre l'étourderie la plus impardonnable en ces nouveaux temps algériens: ***attends, il te manque l'essentiel (ma zal essah )!*** La somme de dix mille dinars, Chergou annonça aussitôt qu'il la consacrerait à élever une stèle dans les monts de Tablat, à la mémoire de ses compagnons qui y étaient tombés.

L'indépendance avait enfanté deux mondes, deux représentations différentes de la prospérité et de la dignité nationales. Quelques années plus tard, Abderrahmane sera arraché à tous les siens, victime du terrorisme du couteau et de l'esprit, touché au coeur par un des fils peut-être de ses compagnons paysans des années cinquante, déçus et frustrés dans ces villes de l'Algérie indépendante qui leur avait occulté et perverti les enseignements de la lutte pour la liberté.

Abderrahmane, en adhérant au communisme, avait rêvé de bonheur pour tout son peuple. Il disait et le croyait: « le socialisme est le prolongement logique et normal de l'indépendance ». Erreur, lui disais-je dans les moments polémiques. Dans les conditions du monde actuel (fin des années 80), le prolongement « logique » est le capitalisme ; le socialisme ne peut être que le résultat d'une intervention, d'une mobilisation et d'un processus volontaristes. Encore faut-il, pour un tel aboutissement, que la volonté de ceux qui y ont intérêt rencontre à la fois les conditions objectives et les orientations capables de le faire mûrir et de le consolider. ***Aspirations légitimes et puissantes, ni la démocratie, ni le progrès et la justice sociale ne se décrètent.***

Je ne pensais pas, en disant cela, que l'évolution de l'Algérie apporterait bientôt une confirmation cruelle aux propos par lesquels je voulais amener mes camarades à relativiser des projections qui pourraient s'avérer des illusions décourageantes et démobilisatrices. Quand des espoirs excessifs viennent à s'effondrer, il n'est pas rare de voir leurs porteurs aller dans tous les sens, jusqu'à jeter, comme on dit, le bébé avec l'eau du bain.

Deux des lettres que nous avons adressées au GPRA en 1959 ont été reproduites par l'historien algérien Mohamed Harbi, dans son ouvrage: "Archives de la révolution algérienne". Une autre, la plus longue et la plus fondamentale a été publiée par nos soins un mois environ avant l'interdiction du parti de fin novembre 62. Leur publication a-t-elle contribué à faire réfléchir tous ceux qui d'une façon ou d'une autre ont eu en charge l'édification de l'Algérie ces trente dernières années? On peut se dire qu'à tout le moins cette réflexion a été insuffisante si on en juge aujourd'hui par la trajectoire historique algérienne post-indépendance. Avant d'en arriver à la catastrophe des années 90, ceux qui comme Harbi - quoiqu'on pense de ses points de vue sur différents problèmes - avaient compris ce mal et tiré la sonnette d'alarme ont été embastillés après le coup d'Etat du 19 Juin 65. Son compagnon de détention à cette époque, Bachir Hadj-Ali, mon camarade de lutte des années noires et d'espoir, a été atrocement torturé. Des hommes comme eux ont été vilipendés par ceux, toutes catégories réunies, qui ne supportent pas d'avoir à regarder en face l'Histoire de leur pays et qui, même sincères parmi les islamistes ou les républicains, reconduisent l'erreur fatale de mener les luttes de pouvoir sur le dos et au mépris d'une société.

Cependant une Histoire occultée ou maltraitée nous rattrape toujours d'une façon ou d'une autre. Bien sûr, on pose mal la question si on réduit les facteurs géopolitiques de l'évolution à la seule assimilation subjective des enseignements de l'Histoire. Mais cette leçon des événements, si elle accompagne l'irruption croissante sur la scène politique des grandes collectivités humaines qui posent avec force et souvent encore maladroitement leurs problèmes, joue un rôle dont les démocrates, dans toutes les formations où ils se trouvent dispersés, gagneraient à comprendre l'importance.

L'effort de ces derniers pourrait faire jouer à un *ijtihad* (effort) démocratique le rôle rassembleur et créateur que le *djihad* sacré ou laïque (dans son acception d'acte de guerre), est impuissant à jouer à notre époque, parce que, intellectuellement sclérosé et politiquement générateur de divisions sans fin ("*fitnas*" religieuses ou « coups tordus » partisans), il pousse vers de nouvelles impasses. Cet effort consiste à opérer la jonction ardue (mais nécessaire) entre d'une part les intérêts légitimes immédiats et à long terme des différentes catégories constitutives de la nation, et d'autre part l'héritage culturel pluriel de notre peuple ainsi que l'éthique universelle des libertés et droits de l'Homme.

Quand Bachir Hadj-Ali, atteint dans sa chair et sa dignité, a écrit en cellule dans un de ses *“Poèmes de Septembre”* (1965):

***”Je jure...que nous bannirons la torture***

***Et que les tortionnaires ne seront pas torturés”***,

il ne s’agissait ni d’un effet poétique ni d’un appel angélique à tendre l’autre joue. Il appelait à un combat difficile, qui consiste à substituer la mobilisation ferme et pacifique autour d’intérêts communs s’exprimant et s’affrontant dans la clarté, à la loi de la jungle et au choc meurtrier des objectifs égoïstes et hégémonistes.

On peut raisonnablement estimer que ce combat, en dépit de ses lenteurs, de ses difficultés et ses retours en arrière, portera de plus en plus de fruits. La preuve en est: ceux qui pensent que la démocratie est un luxe pour notre peuple, (ou même une hérésie), aussi bien que ceux qui, dans notre pays et dans le monde, n’y voient qu’un thème à exploiter et instrumentaliser, tous sont enclins ou contraints à se déterminer par rapport à lui.

Il reste à tous ceux à qui le mal de violence et la loi de la jungle sont insupportables, de continuer à se rassembler pour le combat pacifique au delà de leurs différences, dans les nouvelles conditions de notre époque.

Il y a mieux à faire que s’enfoncer dans les procès d’intention lancés à tort ou à bon droit en direction des uns ou des autres.

Qu’apportent de bon aux solutions les invectives ou les étiquettes inspirées par les appartenances partisans ou les analyses dont chacun considère les siennes supérieures aux autres, si elles conduisent à rivaliser dans l’auto-désagrégation du corps de la nation? C’est à un enjeu plus profond et plus vaste que se mesure le bien-fondé de ces appartenances ou de ces analyses. Jusqu’à quel point chacune d’entre elles contribue-t-elle à aiguïser une vigilance suffisante envers les passions, les intérêts, la peur et l’ignorance, capables de réveiller les démons de la violence qui sommeillent en chaque individu ou collectivité?

L’existence et l’ampleur de ce type d’affrontements posent un vaste et réel problème, qui désoriente et souvent décourage les acteurs politiques les mieux intentionnés.

Je n’ai fait que l’effleurer ici dans quelques uns de ses aspects touchant aux représentations dites « identitaires » en lesquelles se reconnaissent ou se réfugient les acteurs. Me proposant d’approfondir dans d’autres publications ses aspects directement liés aux enjeux politiques et de pouvoir, je me contente de conclure sur un constat a priori peu encourageant.

Ce constat le voici: l’enfer de notre peuple est pavé depuis un demi-siècle de bonnes intentions patriotiques, républicaines, nationalistes, islamiques, socialistes, démocratiques, libérales. A côté du

meilleur, elles ont donné ou n'ont pas su empêcher le pire. Il y a quarante ans, Melouza, le Casino de La Corniche, l'assassinat de Abbane, Bennai, Lamrani sans autre forme de procès, la bleuïte étaient censés sauver la Révolution des menées hostiles. Les actes restent néanmoins entourés d'un silence voulu, qui dans sa meilleure interprétation, résonne comme l'aveu de forfaits qu'on souhaite ne plus jamais voir se renouveler. Quarante ans plus tard, Boudiaf, désigné par ses pairs coordinateur de l'insurrection de 54 et rappelé d'un exil de trente ans par les dirigeants pour mission de sauvetage, est assassiné en public direct et télévisé. Les premiers mois de 1998, le maire de Relizane, chef de file local d'un parti qui se réclame des valeurs de Novembre, interviewé par l'hebdomadaire français « Le Point » est porté aux nues comme le sauveur plein d'abnégation des populations de la région contre la barbarie des massacreurs intégristes. Lui même avait eu des membres de sa famille assassinés. Deux mois plus tard la presse algérienne le démasque comme un auteur de tueries en série.

On ne sait plus s'il faut avoir honte d'une régression qui, quarante ans plus tard, fait que de tels forfaits puissent se commettre pratiquement au vu et au su de tous ? Ou bien se réjouir du fait que, grâce à une liberté d'expression relative, durement acquise et constamment menacée, ces méfaits sont presque instantanément mis à nu devant l'opinion, même si la justice ne suit pas son cours comme elle devrait.

Le pire selon moi ne réside pas seulement dans certains des actes que leur caractère monstrueux désigne facilement à l'indignation. Le pire réside tout autant, et peut être davantage ; parce que moins spectaculaire et plus insidieux, dans le meurtre « ordinaire » (comme on parle de racisme ordinaire), celui qui étouffe au quotidien les libertés et droits de chaque citoyen, qui tente d'anéantir la protection et le recours suprême du citoyen contre l'arbitraire.

Souhaitons que les processus démocratiques fassent rapidement de plus grands progrès, pour qu'au cours du demi-siècle à venir, les jeunes Algériens qui auront grandi sur le terreau sanglant des pratiques actuelles et à qui le type actuel de mondialisation aura bouché les horizons sociaux et culturels, ne se transforment à leur tour en nouveaux « rédempteurs » encore plus féroces et mieux manipulés que leurs aînés par les gardiens de l'ordre financier et stratégique nouveau.

Œuvrons donc à ouvrir les débats libres et responsables afin que nos enfants ne se retrouvent pas devant des situations plus affreuses que celles que nous a léguées le milieu du siècle écoulé.

Puissent des faits à venir et non des proclamations, démentir le pessimisme de ce constat et le muer en stimulants d'action et d'espoir.

*Sadek Hadjerès*  
(1995, réactualisé 2009)